

Le Monde (France)

« Pour l'instant, pas d'option militaire » en Syrie

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, évoque les limites de l'interventionnisme

Entretien

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, insiste sur une transition politique en Syrie et met en exergue la fermeté de Paris sur la question nucléaire iranienne.

Le sénateur américain John McCain demandait récemment: « Combien faut-il de morts en Syrie. 10 000 ? 20 000 ? pour en finir ? ». Qu'en pensez-vous ?

Naturellement, c'est un cauchemar. Ce régime est devenu fou. Nous soutenons Kofi Annan pour mettre en œuvre son mandat, mais nous ne serons pas dupes des manœuvres syriennes. Le régime de Damas s'est lancé dans une fuite en avant sanguinaire. Je continue à penser qu'il n'y a pas pour l'instant d'options militaires. Il est exclu que nous nous lançions dans une telle opération sans un mandat des Nations unies, et les conditions pour un tel mandat ne sont pas rassemblées.

« La situation, objectivement, est assez différente de celle que l'on a connue en Libye »

Alors quel autre type d'intervention du Conseil de sécurité peut-on envisager ? J'ai cru percevoir dans le langage de Sergueï Lavrov [ministre des affaires étrangères russe] une légère évolution. Mais pour l'instant, cela n'a pas amené la Russie à changer véritablement de pied et à accepter une résolution qui nous donnerait la base juridique pour une intervention de l'ONU.

J'ajoute que la situation, objectivement, est assez différente de celle que l'on a connue en Libye. Il y a des opposants dont l'attitude affaiblit gravement l'opposition – tant qu'ils continueront à se déchirer et à s'opposer les uns aux autres, l'intérieur et l'extérieur. Nous faisons tout pour essayer de les rassembler autour du Conseil national syrien (CNS), et les convaincre d'être plus inclusifs, d'accueillir des Alaouites, des chrétiens. Ils n'y parviennent pas assez.

Peut-on envisager ce que suggèrent les Russes, c'est-à-dire de renoncer à l'exigence d'un transfert du pouvoir en Syrie, pour obtenir un arrêt des violences ?

Le plan de la Ligue arabe ne prévoit pas le départ de Bachar Al-Assad du pouvoir. C'est sa mise à

l'écart, et plus exactement, la désignation de son vice-président pour négocier et engager la transition. C'est vraiment le minimum.

Je reconnais qu'il y a un vrai dilemme. Peut-on bloquer une résolution qui ne serait qu'une résolution humanitaire sans aucune dimension politique au risque de laisser se poursuivre les massacres ? Ou faut-il accepter ce compromis peu glorieux au risque de pérenniser le régime ? C'est extrêmement difficile. C'est pour cette raison qu'il y avait une forte pression, lundi, à l'ONU, pour aller dans ce sens, de Ban Ki-moon, des Britanniques, des Américains.

Vous laissez entendre que la France a refusé de se contenter d'une sorte de demi-mesure...

J'ai deux lignes rouges. Je ne peux pas accepter que l'on présente les oppresseurs et les victimes sur le même plan. L'initiative de la cessation des hostilités doit donc venir du régime. La seconde: on ne peut pas se contenter d'une déclaration humanitaire et d'un cessez-le-feu – il faut absolument faire référence à un processus de règlement politique fondé sur la proposition de la Ligue arabe.

A-t-on sous-estimé la capacité de résistance du régime syrien ?

Sans doute. On pensait qu'il y aurait davantage de défections et plus rapides. Cela commence à se craqueler. Il faut voir que ce régime ne recule devant aucune espèce de barbarie. Les familles des ambassadeurs ou celles des généraux sont prises en otages, purement et simplement. On les menace, de représailles. On a peut-être mal mesuré la ferocité de ce régime. Et de la personnalité même d'Assad.

La France est-elle favorable à ce que des armes soient livrées – par quiconque – à l'opposition ?

Non. Cela me rappelle, malheureusement, un débat que nous avons eu, en d'autres temps, sur l'ex-Yougoslavie. Fallait-il maintenir l'embargo sur les armes ? Au risque de pénaliser les Bosniaques face aux Serbes ? Nous avons tranché en disant: ne facilitons pas une escalade militaire et donc ne livrons pas d'armes. Là, nous sommes un peu dans le même schéma: livrer des armes, c'est précipiter la Syrie dans une guerre civile qui risque d'être épouvantable, car nous voyons bien la détermination de chacune des communautés.

Je suis navré de voir que la hiérarchie chrétienne, catholique ou orthodoxe, continue à lier son sort à Bachar Al-Assad. Nous comprenons

les craintes des chrétiens, mais leur avenir sera meilleur dans une Syrie démocratique.

Avec la Syrie, sommes-nous face aux limites de la politique d'interventionnisme mise en œuvre dans d'autres dossiers ?

D'une certaine manière, à cause du blocage imposé par deux membres permanents du Conseil de sécurité. Mais nous allons persévérer. En Côte d'Ivoire, en Libye, cela a marché. Quoi qu'on dise de la situation en Libye aujourd'hui, je suis fier de ce que l'on a fait. Il le fallait, sinon Kadhafi aurait massacré le peuple de Benghazi et continuerait à opprimer. Il y a des circonstances où le Conseil de sécurité est efficace, comme au Timor, où l'on a arrêté une guerre.

Vous avez évoqué l'Iran au Conseil de sécurité. Avez-vous le sentiment, à l'issue de la visite de Benjamin Netanyahu aux États-Unis, début mars, que le risque de scénario militaire israélien avait reculé ?

Non. Je n'ai pas eu le sentiment non plus qu'il avait avancé. Au sein du groupe E3 + 3 [les six puissances chargées du dossier], nous sommes prêts à reprendre le dialogue, sans précondition. Les Iraniens soufflent en permanence le chaud et le froid. Faut-il faire des concessions pour engager un processus de négociation ? La France est d'une très grande fermeté. Pas de précondition iranienne et pas de levée des sanctions tant que les conditions fixées par la résolution 1929 ne sont pas remplies.

La politique de la France est parfois jugée trop stricte, trop hostile à des compromis...

Comme beaucoup semblent prêts à des compromis, au moins nous sommes la garantie que ces compromis ne seront pas excessifs. En tout cas, en Israël, on considère que la France est un pays ferme dans ses convictions et dans ses attitudes et que c'est plutôt protecteur pour Israël.

La France, à l'inverse des États-

Unis et du Royaume-Uni, n'a jamais dit que toutes les options sont sur la table. Si un scénario militaire a lieu, la France condamnerait-elle cette action ? Refuserait-elle d'y prendre part ?

Je ne souhaite pas me mettre

« Nous faisons tout pour convaincre [les opposants syriens] d'être plus inclusifs. Ils n'y parviennent pas assez »

dans des scénarios qui ne sont pas actuels. Le président, dans son discours à l'ONU en septembre, a dit que si la sécurité d'Israël était menacée la France se rangerait au côté d'Israël.

Cela veut-il dire que la France n'exclut pas de prendre part à une action militaire dès lors qu'elle aurait été déclenchée ?

Non. C'est dans l'hypothèse où Israël serait attaqué que nous nous rangerions à ses côtés, ce n'est pas pour l'aider à attaquer d'autres pays.

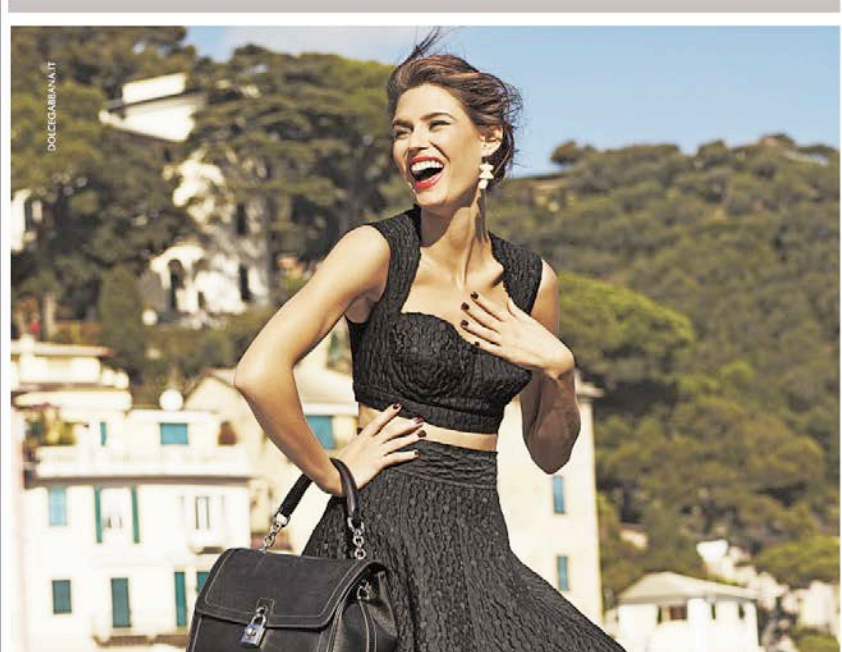
En 2011, la France est intervenue en Libye et en Côte d'Ivoire. Dans un monde changeant, l'outil militaire est-il pour la France un attribut essentiel de puissance ?

Il y a des moments où, pour faire prévaloir le droit, il faut la force. Et c'est une constante historique. L'Europe pourrait bien s'en inspirer en continuant à se doter d'une véritable politique de sécurité et de défense communes.

Le recours à cet outil militaire, c'est une composante du sarkozisme ?

Non. Une composante du gaullisme. Une défense nationale capable de protéger nos intérêts, c'est une constante du gaullisme et Nicolas Sarkozy l'incarne aujourd'hui.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATALIE NOUGAYÈRE ET GILLES PARIS



Le Monde (France)

La Russie continue d'écarter toute « pression » sur Damas

EN SYRIE, la Russie ne voit que des belligérants. Moscou n'approuvera pas de résolution au Conseil de sécurité sans que les parties impliquées – les forces du régime et les combattants – ne soient toutes appelées à renoncer aux armes.

Tel est le message de la présidente de la Chambre haute du Parlement russe, Valentina Matvienko. Peu après un entretien avec Alain Juppé, jeudi 15 mars, la responsable russe a nié, dans un entretien au *Monde*, l'idée d'une inflexion dans la position de Moscou sur le dossier syrien.

La veille, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait critiqué le « gros retard » avec lequel le régime de Bachar Al-Assad avait annoncé des réformes politiques. « *Sergueï Lavrov a eu tout à fait raison de dire que le pouvoir syrien aurait dû entendre plus tôt les aspirations des gens aux réformes et au changement, explique M^{me} Matvienko. Mais cela ne signifie pas qu'on accepte*

l'idée d'une ingérence étrangère, d'une pression extérieure unilatérale sur la Syrie. »

Une délégation de sénateurs russes, la plupart originaires du Caucase du Nord, doit se rendre la semaine prochaine en Syrie. Une mission similaire avait déjà eu lieu en novembre 2011, en raison de la présence dans le pays d'environ 100 000 Tcherkesses de Russie.

Selon M^{me} Matvienko, « *la communauté internationale doit prendre des mesures pour que, sans conditions préalables, toutes les parties arrêtent la confrontation armée, le sang versé. Ensuite, il faut créer les conditions du dialogue, pour que tout le monde s'assoie à la table des négociations. C'est une route à deux sens, il faut une volonté de part et d'autre.* »

Moscou ne soutient pas le régime syrien, assure-t-elle, tout en refusant de se prononcer sur un éventuel départ de Bachar Al-Assad : « *C'est au peuple syrien de décider, et pas à nous.* » ■

PIOTR SMOLAR

Libération (France)

Syrie: l'enjeu de la bataille du Nord

Le régime a lancé un assaut brutal contre la province d'Idlib, stratégique pour les insurgés.

Par LUC MATHIEU

Abou Rachid, l'un des responsables de la révolution dans le Nord-Ouest syrien, en était persuadé : son village de Babanna, au sud de Lattaquié, était sur le point d'être attaqué par les forces du régime. «C'est une question de jours, de quelques semaines au maximum», répétait-il à Libération mi-février. Sa prédiction s'est révélée juste. Après avoir posté des chars dans les

ANALYSE villages des alentours, l'armée syrienne a lancé son offensive le 13 mars. Il ne reste aujourd'hui rien de la maison familiale d'Abou Rachid, visée par des obus avant d'être incendiée. Deux habitants du village ont été tués et cinq autres ont été blessés. «Il y a également six disparus et cinq personnes arrêtées», explique le frère d'Abou Rachid, joint par téléphone. Cette offensive s'inscrit dans la stratégie de «nettoyage» jusqu'aboutiste et sans pitié du président Bachar al-Assad. «Le régime poursuit la même logique et se livre à une escalade de la violence. Il se sent conforté par l'inaction de la communauté internationale, qui en est réduite à des tentatives de médiation, sans moyen de pression, alors que le pays glisse vers la guerre civile», explique Peter Harling, spécialiste de la Syrie à l'International Crisis Group.

FOYERS. Après avoir concentré ses offensives sur Deraa (Sud), la ville où a débuté le soulèvement, le 15 mars 2011, puis Homs (Centre), l'armée syrienne s'attaque désormais aux foyers de la révolution du nord-ouest du pays. Encerclée depuis plusieurs semaines, la ville

La région était la seule susceptible de devenir une zone libérée d'où la rébellion aurait pu coordonner des actions à travers le territoire.

d'Idlib a été bombardée puis reprise par les forces syriennes le 14. Les combats, violents, ont tué 114 civils, selon l'ONG Human Rights Watch (HRW). Incapable de contrer les chars du régime, l'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs, s'est retirée de la zone. La province d'Idlib, peuplée quasi exclusivement de musulmans sunnites, incarnait l'un des rares succès des insurgés syriens. L'ASL y comptait plusieurs milliers d'hommes, répartis dans des villages où flottaient les drapeaux de la révolution. Les habitants, dont certains commençaient à s'armer, s'étaient organisés en groupes d'auto-



Une victime des bombardements de l'armée syrienne enterrée dans la ville d'Idlib, le 9 mars. PHOTO AP, AP TELEVISION

défense. Des manifestations contre le régime y étaient organisées quotidiennement.

Même si les soldats et les *moukhabarats* (renseignements), une branche des forces de sécurité, n'étaient jamais loin, la province était la seule du pays susceptible de devenir une zone libérée, d'où l'ASL aurait pu organiser et coordonner des actions à travers le territoire. Les révolutionnaires espéraient enfin faire la jonction avec les villages bordant la frontière turque pour créer un «couloir» leur permettant de se ravitailler, de faire passer des armes et d'évacuer leurs blessés. Les principaux dirigeants de l'ASL, dont sept généraux, sont déjà installés à Antioche, en Turquie.

L'offensive menée par les forces gouvernementales ces derniers jours était en préparation depuis plusieurs semaines. Les soldats ont commencé par couper l'accès à la ville d'Alep en envoyant des troupes à Al Atarib, à l'ouest. À la fin février, les révolutionnaires y ont filmé l'arrivée de convois de chars, de véhicules militaires et de minibus transportant des moukhabarats. L'armée syrienne a ensuite

multiplié les incursions dans Saraqib, une ville contrôlée par l'ASL sur l'autoroute entre Alep et Damas, la capitale, tandis que des bombardements étaient ordonnés depuis cinq bases installées en périphérie. Des hélicoptères du régime surveillaient les mouvements des insurgés de l'ASL. L'armée a ensuite donné l'assaut à Idlib. Selon HRW, les forces de sécurité ont tiré sans distinction, visant les zones

habitées et les civils. Elles «ont procédé à des arrestations après avoir fouillé toutes les maisons, pillé des bâtiments et mis le feu aux habitations», a dénoncé l'organisation dans un communiqué, appelant à une saisine de la Cour pénale internationale de La Haye.

Les habitants et les membres de l'ASL qui n'ont pas été piégés par les combats se sont enfuis vers la Turquie. Il existe plusieurs voies de

passage, qui serpentent entre les collines avant d'aboutir au grillage de la frontière. Les soldats turcs accueillent amicalement les clandestins, se contentant de prendre noms et photos avant de les envoyer en bus vers le camp d'Antioche. Selon le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Selçuk Ünal, 1700 réfugiés syriens ont franchi la frontière pour les seules journées de mercredi et jeudi.

«MINES». Au total, la Turquie a accueilli 15 000 réfugiés depuis le début du soulèvement. Cet exode ne fait que commencer. Le Croissant-Rouge estime qu'il pourrait concerner jusqu'à 500 000 personnes. Les autorités bâtissent un nouveau camp de 20 000 places dans la province de Sanliurfa (Sud-Est). Un autre est également en construction depuis cet hiver à Kilis, sur la route menant à Alep, en Syrie.

De l'autre côté de la frontière, les forces de Bachar al-Assad tentent de bloquer les candidats à l'exil. «L'administration syrienne pose des mines à la frontière pour que les réfugiés ne puissent pas passer», assure le vice-premier ministre turc Besir Atalay, affirmant que «beaucoup de personnes ont perdu la vie». ◀

REPÈRES



« Plus votre message sera fort, plus grandes seront les chances que la dynamique du conflit change. »

Kofi Annan s'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU

Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, a considéré, vendredi, qu'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie faisant seulement référence à un cessez-le-feu et à l'aspect humanitaire, sans aborder le volet politique, constituerait une «ligne rouge» à ne pas franchir.

Des milliers de Syriens ont manifesté, vendredi, pour réclamer une «intervention militaire immédiate» des pays arabes et musulmans, notamment. Un rassemblement a eu lieu à Alep, deuxième ville du pays, jusqu'ici peu touchée par la contestation.

Syrie: les doutes d'un officier alaouite

Les récentes victoires du régime ne masquent pas la réalité : la révolte des opposants à el-Assad ne s'arrête pas.

GEORGES MALBRUNOT

PROCHE-ORIENT « Malfidèlement, nous sommes en train de gagner la bataille, mais politiquement, c'est l'impasse. » Haut responsable d'un service de renseignements, Ali – un pseudonyme – n'a pas caché son inquiétude lors de sa dernière conversation téléphonique sur Skype, il y a quelques jours, avec un de ses cousins exilé en Europe. Âgé d'une cinquantaine d'années, Ali est membre de la minorité alaouite – celle qui défend le régime des el-Assad en reprimant férocement ses opposants. Comme lui, dans plusieurs villes de Syrie, des dizaines de milliers de partisans du président lui ont manifesté jeudi leur soutien, un an après le début de la révolte. Ils ont le sentiment que la révolution s'essouffie. Mais pour combien de temps ? « Babou Amir à Homs n'est pas la Syrie », a insisté Ali auprès de son cousin. La semaine dernière, « Il y a six mois, poursuivait ce dernier, Ali me disait : "ne t'en fais pas, c'est une question de deux ou trois mois. On va arriver à mater la rébellion." Maintenant, il me fixe plus d'échecancier, et il me dit même que l'issue de la crise est ouverte. » L'officier alaouite se rend compte que



Des rebelles syriens durant un exercice d'entraînement, le 24 février dernier à Idlib. AP

en bref

Tunisie : des milliers de manifestants pour la charia
Plusieurs milliers de manifestants ont défilé vendredi devant le siège de l'Assen nationale constituante à la charia dans la future Constitution du pays.

Chavez de retour après son opération
Le président vénézuélien Chavez, opéré le 27 février à Cuba d'un cancer, a annulé son retour imminent à Caracas où il devrait brièvement passer en octobre un nouveau mandat à la tête de son pays. Chavez a subi à La Havane une intervention chirurgicale.

Yémen : une Suissesse enlevée par des men presûmés d'al-Qaïda
Une ressortissante suisse a été enlevée au Yémen par des hommes armés qui la séquestrent dans la province de Chabawa (sud-est), à l'ouest de la capitale. Elle est accusée d'être responsable de la mort de deux soldats américains.

envoyé de nouveau à Homs à l'automne. Rapidement, Ali dresse à son cousin un constat glaçant de la situation : « Les opposants par groupes de trois ou quatre sont très mobiles. Ils disparaissent d'un quartier pour refaire surface ailleurs. Il y a des caches d'armes. Je ne crois pas que Bachar va pouvoir en finir avec la rue. C'est trop dur. Il y a eu trop de sang », lâche le haut gradé, qui réclame « une solution politique » avec bien sûr el-Assad.

« Je ne vois pas d'autre solution que de faire des centaines de morts, si on veut reprendre le dessus »
ALI OFFICIER ALAOUITE

son rempart. Mais ni l'opposition, ni les pays occidentaux ne sont prêts à lui donner une chance de s'en sortir. En un coup d'Etat par un général alaouite ? « Quand je vois sur al-Jazeera les images des soldats alaouites que les sunnites capturent en promenant de les égorger, ça me donne envie de personnel de risquer sa peau pour être liquidé demain par nos opposants islamistes », jure ce fidèle du régime. Bref, Ali espère que la famille el-Assad tiendra jusqu'à sa retraite. Après avoir envisagé de s'abriter dans la montagne, l'officier alaouite ne voit pas d'autre issue que de rester à Damas. ■

« Nous avons eu très peur du rattachement des régions libanaises à Homs. On avait la honte d'un scénario à l'égyptienne. » Finalement, rien de tel ne se produisit. « Nous avons connu un certain répit après », reconnaît Ali, qui en profita pour « reprendre des forces », à Damas, avant d'être

« Homs réclamait une intervention musquée. Mais Bachar ne veut pas d'un nouvel Hama, c'est une ligne rouge pour les Russes », affirmait alors Ali. Une fois encore, après Homs, le répit pour le régime risque de n'être que de courte durée. « On doit rapidement remettre Idlib, sinon la contagion révolte nomade va s'amplifier à Alep, où de récents incidents dans la boutique et à l'université sont inquiétants », prévient Ali. Dans l'immédiat, l'officier alaouite a un autre souci : la cohésion de l'armée. « Ali a très peur des déserteurs, raconte son cousin. Il me dit qu'il y en a de plus en plus. Et c'est surtout l'armée de l'air qui inquiète, car il y a de nombreux officiers sunnites », qui pourraient renverser le régime, une tradition dans l'histoire de la Syrie.

Certes, les divisions de l'opposition en exil, ajoutées aux levons de démocratie administrés par ses parrains saoudiens et qatariens, font sourire Ali. Vendredi, alors que des dizaines de milliers de Syriens manifestaient pour réclamer une intervention militaire arabe », pour la

ARTCURIAL
BRIEST - POULAIN - F. TAJAN
VENTE EN PRÉPARATION CLÔTURE LE 10 AVRIL

Le Parisien – Aujourd'hui en France

Bilan « décevant » pour la mission Annan

A la suite d'une mission à Damas, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan, a demandé hier l'envoi d'experts en Syrie dès dimanche, et ce alors que, hier encore, les manifestations se sont multipliées dans tout le pays. Depuis Genève, l'ancien secrétaire général de l'ONU a dressé un bilan « décevant » de cette visite aux quinze pays membres du Conseil de sécurité, qu'il a appelés à s'unir pour faire pression sur le régime d'Assad. Un vœu assez pieux puisque, par deux fois, les résolutions de l'ONU ont été bloquées par la Russie et la Chine.

Depuis deux semaines, un autre projet de résolution venant des Etats-Unis est toujours au point mort. Celui-ci propose un arrêt des violences ainsi qu'un accès à l'aide humanitaire, mais exclut toute référence à une transition politique. En clair, cette motion n'exige pas le départ d'Assad.

Une « ligne rouge », selon Paris. « On ne peut pas se contenter d'une déclaration humanitaire et d'un cessez-le-feu, il faut absolument faire référence à un processus de règlement politique fondé sur la proposition de la Ligue arabe », a déclaré hier Alain Juppé dans un entretien au « Monde ».

Syrer fordern ausländische Intervention

Berichte über Gefechte in Damaskus / Moskau ist gegen einen Rücktritt Assads

Her. KAIRO, 16. März. In Syrien haben Oppositionelle im ganzen Land für eine ausländische Intervention demonstriert. Die lokalen Koordinierungskomitees stellen die Proteste am Freitag unter dieses Motto. Zu Gefechten zwischen der regulären Armee und Deserteuren kam es in mehreren Vororten der Hauptstadt Damaskus. Die Zeitschrift „Zemith“ berichtet aus der Hauptstadt von einer Explosion in einem südlichen Stadtteil, die bis ins Stadtzentrum zu hören war. Es waren die ersten größeren Gefechte, seit die Armee vor mehreren Wochen in einer großen Militäroperation die Deserteure aus Damaskus und den Vorstädten vertrieben hatte.

Aus Protest gegen die blutige Niederschlagung der Kundgebungen und gegen das Beharren des Assad-Regimes, den Konflikt militärisch zu lösen, haben alle sechs Staaten des Golfkooperationsrats (GCC) ihre Botschaften in Damaskus geschlossen. Der Generalsekretär des GCC,

Abdullatif al Zayani, erklärte, die Golfstaaten lehnten „die Tötung des wehrlosen syrischen Volkes durch das Regime“ ab. Die GCC-Staaten hatten ihre Botschafter schon im Februar aus Syrien abgezogen.

Russland lehnt eine Militärintervention in Syrien und Forderungen nach einem Rücktritt von Präsident Baschar al Assad weiter ab. Das Verfassungsreferendum habe gezeigt, dass die Regierung in Damaskus die Unterstützung des syrischen Volkes habe, sagte der stellvertretende Außenminister Michail Bogdanow. Russland werde sich immer gegen ein „Kriegsszenario“ in Syrien entscheiden. In E-Mails, die Präsident Assad zugeschieden werden, hatte der Machthaber sich verächtlich über die Forderungen nach Reformen geäußert. Bogdanow sagte, Rücktrittsforderungen gäben der Opposition das falsche Signal, dass ein Dialog mit Assads Regierung sinnlos sei. Der UN-Syrienbeauftragte Kofi Annan kündigte am Freitag vor dem UN-Sicher-

heitsrat an, eine internationale Beobachtermission nach Syrien entsenden zu wollen. Kommende Woche solle eine Delegation nach Damaskus reisen, um über die Mission zu beraten, sagte Annan.

Die UN-Nothilfebeauftragte Valerie Amos erwartet, dass noch an diesem Wochenende Fachleute der UN und der Organisation für Islamische Kooperation (OIC) mit einer humanitären Mission beginnen könnten. Vorgesehen sind Erkundungsbesuche in Homs, Daraa, Hama, Tartus, Latakia Aleppo, Deir al Zor und den Vororten von Damaskus, nicht aber im weiter umkämpften Idlib. Frau Amos forderte ungehinderten Zugang für internationale Hilfsorganisationen. UN-Generalsekretär Ban Ki-moon sagte anlässlich des ersten Jahrestags des Beginns des Aufstands in Syrien, Präsident Assad habe mit einer „brutalen Repression“ reagiert. Es sei erforderlich, den Zyklus der Gewalt zu stoppen und eine weitere Militarisierung des Konflikts zu verhindern.

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Die Lage wird unübersichtlicher

SYRIEN Demonstranten fordern eine militärische Intervention der arabischen Staaten. Kofi Annan gibt Bericht an den UN-Sicherheitsrat. Türkei will Schutzzone entlang der Grenze

BEIRUT *dapd/rtr/afp/taz* | Tausende Menschen haben in Syrien nach Angaben von Aktivisten eine Militärintervention der arabischen Staaten gefordert. „Das Volk will eine militärische Intervention, den Sturz des Regimes und die Bewaffnung der Freien Syrischen Armee“, riefen am Freitag Tausende Demonstranten in der nordsyrischen Metropole Aleppo, wie ein Sprecher der Opposition vor Ort mitteilte. Auch in Homs und Daraa gab es nach diesen Angaben wie jeden Freitag bedeutende Proteste gegen die Regierung von Präsident Baschar al-Assad.

Syrische Aktivisten hatten im Internet dazu aufgerufen, im ganzen Land auf die Straße zu gehen, um die „arabischen und muslimischen Staaten“ zu einer militärischen Intervention aufzufordern. Die Aktivisten forderten auf der Facebook-Seite „The Syrian Revolution 2011“ insbesondere eine Flugverbotszone und Schutzzonen für dringende Hilfslieferungen.

Nahe der Hauptstadt Damaskus haben sich Regierungstruppen und Deserteure nach Angaben syrischer Aktivisten Gefechte geliefert. Zu den Zusammenstößen sei es in den Vororten Ka-

tana, Dumair und Tal gekommen, berichtete die Londoner Beobachterstelle. Begonnen hatten die Kämpfe demnach bereits am Donnerstag, in Tal hielten sie aber bis Freitagmorgen an.

Das syrische Außenministerium versicherte unterdessen in dem Brief an den Vorsitzenden des UN-Sicherheitsrats, Syrien

Erdogan hat alle Türken in Syrien aufgefordert, das Land sofort zu verlassen

wolle mit Kofi Annan als Sondergesandtem der Arabischen Liga und der Vereinten Nationen bei der Suche nach „einer politischen Lösung der Krise“ zusammenarbeiten. Zugleich bekräftigte die Regierung aber ihren Willen zur Entwaffnung der „Terroristen“. Russlands Außenminister Sergej Lawrow sagte, er arbeite täglich mit Annan zusammen und habe auch die Führung in Damaskus „zur vollen Kooperation“ gedrängt. Annan erstattete am Freitag in einer Videokonferenz dem UN-Sicherheitsrat Bericht über seine Mission in Syrien. Er rief das Gremium dabei zur Geschlossenheit auf, um Assad zu Zugeständnissen zu bewegen. Am Mittwoch erhielt Annan von Assad eine Antwort auf seine Vorschläge, doch bat Annan um weitere Erklärungen.

Angesichts des wachsenden Flüchtlingsstroms aus Syrien in die Türkei hat sich Regierungschef Tayyip Erdogan für die Einrichtung einer Schutzzone entlang der Grenze zwischen beiden Staaten ausgesprochen. Außerdem forderte die Regierung alle Türken in Syrien auf, das Land zu verlassen. Anschließend solle die Botschaft geschlossen werden.

Die sechs Mitgliedstaaten des Golfkooperationsrates haben unterdessen ihre Botschaften in Damaskus bereits geschlossen. Dieser Schritt sei auch eine Reaktion auf das Beharren des Regimes, den Konflikt militärisch lösen zu wollen, sagte der Generalsekretär des Rats al-Sajani. **GB**



Am Abend des 15. März in Paris: Gedenken an den Beginn des Aufstands in Syrien vor einem Jahr Foto: dapd

In Deckung

Eine halbe Million syrischer Flüchtlinge erwartet die Türkei dieser Tage. Ankara will helfen – und schließt eine Intervention nicht aus

VON SUSANNE GÜSTEN, ISTANBUL

Die Türkei rechnet mit Hunderttausenden Flüchtlingen aus Syrien, weit mehr als bisher angenommen. Die „extremen Vorfälle“ beim Nachbar können bis zu 500.000 Menschen in die Flucht treiben, sagte Ahmet Lütfi Akar, der Leiter des Türkischen Roten Halbmonds, der größten Hilfsorganisation in der Türkei. Die Vereinten Nationen sowie die USA und Saudi-Arabien sind nach seinen Worten bereit, den Türiken bei der Aufnahme der erwarteten Flüchtlingssmassen zu helfen. Dafür sollen neue Zeltstädte und Containmentsiedlungen gebaut werden. Doch selbst die größten Zeltstädte könnten nicht ausreichen, wenn der Flüchtlingsstrom wirklich so anschwilt wie von Akar erwartet. Die türkische Regierung denkt deshalb erstmals ihre Bereitschaft an, eine Schutzzone für die Flüchtlinge auf syrischem Boden einzurichten. Die Zahl der Flüchtlinge in den derzeit bestehenden sieben türkischen Aufnahmehagern an der Grenze zwischen den beiden Nachbarstaaten hatte sich in den vergangenen Tagen stark erhöht und 147.000 erreicht. Über Nacht seien noch einmal 267 Flüchtlinge hinzugekommen, hieß es am Freitag in diplomatischen Kreisen in Ankara.

Aus Furcht vor einer weiteren Eskalation beim Nachbar forderte das Außenministerium am Freitag alle Türiken „dringend“ zur Rückkehr aus Syrien auf. Es gebe „erhebliche Sicherheitsrisiken“ für Türiken in Syrien, erklärte das Außenministerium am Freitag in Ankara. Die Konsularabteilung der türkischen Botschaft in Damaskus werde kommende Woche geschlossen, teilte das Ministerium weiter mit. Ministerpräsident Recep Tayyip Erdogan sagte, ein dauerhafter Abzug des türkischen Botschafters aus Syrien sei möglich; der Diplomat befindet sich derzeit zu Konsultationen in Ankara. Wie der Rückkehrgeppel zeigt, erwartet die türkische Regierung, dass die Lage in Syrien eher schlimmer als besser wird. Die von Halbmond-Chef Akar genannte Dimension von bis zu einer halben Million Flüchtlinge geht allerdings weit über alle bisher bekannten Szenarien der Türkei und der Vereinten Nationen hinaus. Erst vor wenigen Tagen hatte die UN er-



Grenzverkehr. Syrische Flüchtlinge erreichen am Donnerstag Reyhanli in der Südtürkei. Den Minengürtel vor der Grenze haben sie verunglückt, aber heil passiert. Foto: Baden Kültür/APP

klärt, 200.000 Syrer seien wegen der Kämpfe im eigenen Land zu Flüchtlingen geworden, während 30.000 Menschen das mehr als 21 Millionen Einwohner zählende Land verlassen hätten. Akar bezieht sich bei den weit höheren Zahlen seiner Ernstfallplanung auf die Massenfucht irakischer Kurden nach dem ersten Golfkrieg im Jahr 1991. Damals flohen Hunderttausende vor einer Raubaktion von Saddam Hussein in die Türkei. Die Betreuung der Menschenmassen überforderte die Türkei, es gab Hunger und Krankheiten. Auch kamen damals viele PKK-Kämpferbelben mit den Flüchtlingen über die Grenze.

Ähnliches will Ankara nun verhindern. Ministerpräsident Recep Tayyip Erdogan wies die regionalen Behörden im Grenzgebiet an, ihre Kapazitäten zur Aufnahme von weiteren Flüchtlingen zu prüfen. Laut Halbmond-Chef Akar werden die bereits vorhandenen Aufnahmehager derzeit auf eine Kapazität von 40.000 Menschen ausgebaut. Wenn die Zahl weiter steigt

solte, werde internationale Hilfe abgerufen. Nach Presseberichten hat der Rote Halbmond erste Probleme, genügend Zelte zu beschaffen, weil viele derzeit noch als Notunterkünfte im Erdbebengebiet im ostantonijschen Van dienen.

Besorgt ist die Türkei auch über Versuche der syrischen Streitkräfte, die Flucht von Zivilisten und Deserteuren zu verhindern. Vize-Premier Besir Atalay warf den Syriern erneut vor, Teile des Grenzgebietes

Assad lässt offenbar Teile des Grenzgebiets verminen

zu verminen. Nach Presseberichten können in den vergangenen Tagen viele verletzte Flüchtlinge in der Türkei an. Je nach Entwicklung werde auch über die Einrichtung von Pufferzonen nachgedacht, sagte Atalay in Fernsehinterviews. In der türkischen Öffentlichkeit wird bereits seit län-

gerem über den Aufbau von Schutzzonen für Zivilisten und Deserteure auf syrischem Gebiet diskutiert. Die syrische Opposition fordert die Einrichtung solcher Zonen seit Monaten; nach ihrer Einschätzung würden Schutzzonen den Zusammenbruch des Regimes in Damaskus beschleunigen, weil sich Soldaten wegen der sicheren Gebiete leichter von ihren Einheiten absetzen könnten. Wie und von wem solche Zonen gesichert werden könnten, ist derzeit aber unklar. Türkische Regierungspolitiker hatten in jüngster Zeit eine Intervention in Syrien nicht mehr ausschließen wollen, auf eigene Faust will Ankara allerdings nicht handeln.

Erdogan verwies in Sachen Intervention auf wichtige Entscheidungen, die am 2. April in Istanbul bei der zweiten Konferenz der „Freunde Syriens“ anstünden, einer Gruppe von Staaten, die den Druck auf die syrische Führung erhöhen will. Unterdessen will der Syrien-Sondergesandte von Vereinten Nationen und Arabischer Liga, Kofi Annan, eine internatio-

nale Beobachtermission in Syrien einsetzen. Annan sagte dem UN-Sicherheitsrat am Freitag nach Diplomatenangaben, dass in der kommenden Woche eine Delegation nach Damaskus reisen solle, um diesen Plan mit der syrischen Führung zu beraten.



Der Standard (Autriche / Austria)

Annan fordert Einigkeit im Sicherheitsrat

Der Sondergesandte für Syrien sieht ohne eine gemeinsame Linie der Uno keine Möglichkeit, den Konflikt zu beenden. Die Türkei und die arabischen Golfstaaten werden ihre Botschaften in Damaskus in Kürze schließen.

Gianluca Wallisch

Genf/Damaskus/Wien – Der ehemalige Uno-Generalsekretär Kofi Annan hat als gemeinsamer Sondergesandter der Vereinten Nationen und der Arabischen Liga die Mitglieder des Sicherheitsrats dazu aufgerufen, die Pattsituation in Bezug auf eine Syrien-Resolution zu überwinden und gemeinsam zu einem Ende der Gewalt im Land beizutragen. Syrien befindet sich am Rande eines Bürgerkrieges, berichteten Uno-Diplomaten am Freitag von einer Videokonferenz zwischen Annan in Genf und Vertretern des Sicherheitsrates in New York.

Demnach soll Annan dem 15-köpfigen Gremium gesagt haben, je stärker ihr Signal für Verhandlungen zu einem Waffenstillstand sei, desto besser stünden die Chancen, dass der Konflikt eine neue Dynamik erhalte. Seit dem Beginn des von Präsident Bashar al-Assad gewaltsam bekämpften

Donnerstag, dem ersten Jahrestag des Aufstandes, deutlich, als er mehrere Viertel von Damaskus unter Beschuss nehmen ließ. In den vergangenen Tagen sollen laut Oppositionsgruppen mindestens 45 Zivilisten ums Leben gekommen sein.

Unterdessen rief die türkische Regierung alle in Syrien verweilenden Bürger auf, das Land so schnell wie möglich zu verlassen. Nächste Woche werde der Botschafter abgezogen und die Konsularabteilung der Vertretung in Damaskus geschlossen. Ankara, das früher enge Beziehungen zu Syrien unterhalten hatte, fordert laut Premier Tayyip Erdogan auch eine militärisch gesicherte „Pufferzone“ entlang der 877 Kilometer langen Grenze – um die Flüchtlinge zu schützen. Allein in der zweiten Wochenhälfte erreichten 1250 Flüchtlinge die türkische Grenze, hieß es aus Ankara.

Neben der Türkei kündigten auch alle arabischen Golfstaaten an, ihre diplomatischen Vertretungen in Syrien zu schließen. Assads Regime „masakriert das Volk“, hieß es in einer Erklärung des Golf-Kooperations-

tionsrates. Ein „sofortiges Ende des inakzeptablen Blutvergießens“ forderte in Wien auch der jordanische Außenminister Nasser Judeh. Man sei auf Flüchtlingsströme aus Syrien zwar gut vorbereitet, aber natürlich verfüge man nur über begrenzte Ressourcen.

Sein österreichischer Amtskollege Michael Spindelegger warnte: „Wir dürfen in Syrien nicht scheitern. Assad muss einen demokratischen Prozess zulassen.“

Tipps vom Schwiegervater

Wie der britische *Guardian* berichtet, soll Assad von seinem in London lebenden Schwiegervater Fawas Akhras Ratschläge erhalten haben, belastende Vorwürfe öffentlich als Propaganda abzutun. Außerdem solle er im Gegenzug auf internationale Kritik an die Misshandlung Gefangener durch US-Soldaten in Guantánamo und Abu Ghraib erinnern. Zu Propagandazwecken sei auch die Gründung eines staatlichen englischsprachigen TV-Senders ratsam.

Assads Schwiegervater genoss in London jahrelang einen hervorragenden Ruf als Kardiologe, soll aber seit dem Ausbruch der Gewalt in Syrien zunehmend gesellschaftlich isoliert sein.

SCHWERPUNKT:
Druck auf das syrische Regime

Die Presse (Autriche / Austria)

Ruf nach Militäreingriff wird lauter

Syrien. Kofi Annan will mit Assads Regime eine Beobachtermission ausverhandeln, Die Türkei und die Staaten des Golf-Kooperationsrats schlossen ihre Botschaften in Damaskus.

Von JAN KEETMAN und THOMAS SEIFERT

[ISTANBUL/WIEN] Zurück an den Start: Zu Jahresanfang hat die Arabische Liga ihre Beobachter aus Protest gegen Menschenrechtsverletzungen der syrischen Regierung aus dem Land abgezogen, nun bemüht sich der UNO-Sondergesandte Kofi Annan darum, wieder internationale Beobachter nach Syrien zu schicken. Annan fordert einen sofortigen Waffenstillstand, humanitäre Hilfe und den politischen Dialog zwischen Regierung und Regimegegnern. Doch die von Annan geforderte Geschlossenheit im Sicherheitsrat gibt es nicht.

Der russische Nahost-Gesandte Michail Bogdanow kritisierte etwa die Aufforderungen an Assad zurückzutreten: „Assads Regierung

illegitim zu nennen und seinen Rücktritt zu fordern, ist kontraproduktiv, weil es der Opposition das Gefühl gibt, dass es nicht notwendig ist, mit Assad in einen Dialog zu treten.“ Russlands Außenminister Sergej Lawrow hingegen hat Annan am Donnerstag „aktive Unterstützung“ zugesagt.

Für den französischen Außenminister Alain Juppé ist es weiter inakzeptabel, „Unterdrücker und Opfer ins selbe Boot zu stecken“. Eine rein humanitäre Resolution reiche nicht – sie müsse auch eine politische Lösung beinhalten.

Vertreter der militärisch in die Defensive geratenen syrischen Opposition – zuletzt fiel eine ihrer Hochburgen nach der anderen an die Regierungstruppen – verlangen immer vernehmlicher eine Militär-

intervention arabischer Staaten. Nach Angaben von Aktivisten demonstrierten gestern, Freitag, tausende Menschen in Aleppo, Homs und Dara'a und riefen nach einem Eingreifen. Die Aktivisten forderten auf der Facebook-Seite „The Syrian Revolution 2011“ eine Flugverbotszone und Schutzzonen für Hilfslieferungen.

Türken sollen Syrien verlassen

Die Türkei erhöht unterdessen den diplomatischen Druck auf Damaskus: Das türkische Außenministerium hat türkische Bürger „dringend“ aufgefordert, Syrien zu verlassen und keine Reisen nach Syrien zu unternehmen. Die Botschaft in Damaskus soll geschlossen werden. Die Schließung der Botschaft kurz nach einem Besuch

des CIA-Chefs David Petraeus beim türkischen Ministerpräsidenten Tayyip Erdoğan in Ankara wirft die Frage auf, ob die Türkei nicht doch erwägt, militärisch einzugreifen oder zumindest damit zu drohen. Andererseits ist man sich in Ankara des Risikos wohl bewusst, in einen syrischen Bürgerkrieg hineingezogen zu werden.

Dies nicht zuletzt, weil anschwellende Flüchtlingsströme zusammen mit dem Wegfall von Exporten in Richtung Syrien für die Türkei auf Dauer auch ein ökonomisches Problem darstellen. Innerhalb von 24 Stunden sollen tausend Flüchtlinge gekommen sein, womit die Gesamtzahl der Flüchtlinge in der Türkei auf 17.000 gestiegen ist. Der türkische Rote Halbmond rechnet mit bis zu einer halben Million Flüchtlingen.

In der Nacht auf Freitag haben auch sechs arabische Golfmonarchien die Schließung ihrer Botschaften in Syrien beschlossen. Und zuvor sind Gerüchte kursiert, wonach die EU-Außenbeauftragte Catherine Ashton die EU-Mitgliedstaaten auffordern wolle, alle Botschafter aus Syrien abzuziehen. Ashton habe keine Absicht, dies zu tun, erklärte ihr Sprecher Michael Mann am Freitag in Brüssel. Einige EU-Staaten haben bereits ihre diplomatische Vertretung in der syrischen Hauptstadt geschlossen, darunter Frankreich, Großbritannien und Italien.

Österreich hat bereits im Februar erklärt, dass der Botschafter fürs Erste in Damaskus verbleiben soll.

Spindelegger geißelt Minen-Einsatz

Flüchtlinge. Bereits 90.000 Syrer in Jordanien, berichtet Außenminister Judeh.

[WIEN/SEI] In Jordanien braut sich offenbar eine Flüchtlingskrise zusammen: Der jordanische Außenminister Nasser Judeh berichtete bei einer gemeinsamen Pressekonferenz mit Außenminister Michael Spindelegger (V) in Wien, dass bereits 90.000 Syrer über die Grenze nach Jordanien gekommen seien – allerdings seien nicht alle Flüchtlinge. Syrische Bürger können ohne Sichtvermerk nach Jordanien einreisen. „Wir werden alles tun, um syrische Flüchtlinge in Jordanien zu beherbergen, allerdings sind die

Kapazitäten begrenzt“, meinte der jordanische Außenminister. Judeh betonte, dass es eine politische Lösung für den Konflikt in Syrien geben müsse, um das Blutvergießen zu beenden. Auf die Frage, ob Jordanien eine militärische Intervention in Syrien unterstütze, wollte Judeh nicht eingehen.

Vor der Pressekonferenz hatte Außenminister Michael Spindelegger den Einsatz von Antipersonenminen durch das syrische Regime scharf kritisiert. „Das syrische Regime setzt nicht nur kaltblütig Ge-

walt gegen die eigene Bevölkerung ein, sondern greift jetzt auch auf besonders grausame Waffen zurück“, erklärte Spindelegger. Die jüngsten Berichte über das Verlegen von Antipersonenminen an den syrischen Grenzen zur Türkei und dem Libanon seien ein „neuer Höhepunkt in der Brutalität des Regimes gegen das eigenen Volk“, so der Außenminister weiter.

Zu den Vermittlungsangeboten von FP-Chef Heinz-Christian Strache meinte Spindelegger, man solle dies den Profis überlassen.

Kleine Zeitung (Allemagne / Germany)

Syriens First

Wo immer Syriens First Lady Asma al-Assad vor dem Volksaufstand auftrat, verbreitete sie Glanz. Von dieser Herrscherhaus-Idylle ist heute freilich nichts mehr übrig.

MARTIN GEHLEN

Heute klingen die Komplimente wie aus einer anderen Welt. „Paris Match“ umschmeichelte sie einst sogar als „Lady Diana des Orients“.

Wo immer die syrische First Lady vor dem Ausbruch des Volksaufstands in ihrer Heimat auftrat, verbreitete sie Glanz und Eleganz. Ein Jahrzehnt lang war Asma al-Assad, die seit Dezember 2000 mit Staatschef Bashar al-Assad verheiratet ist, die charismante Sympathieträgerin Syriens. Die drei Kinder fuhr sie angeblich selbst zur Schule.

Von dieser Herrscherhaus-Idylle ist nichts mehr übrig. Seit einem Jahr kämpfen Hunderttausende Syrer gegen die Gewalt Herrschaft ihres Mannes. Mehr

als 9000 Menschen sind bisher gestorben, darunter 400 Kinder. Ganze Stadtteile in Homs, aus der Asmas sunnitische Verwandtschaft stammt, hat die Armee in Trümmer gelegt.

1975 wurde Asma geboren, allerdings nicht in Syrien, sondern in London als Tochter einer Diplomatin und eines Herzchirurgen. In ihrer Jugend kannte sie die heutige Hochburg der Aufständischen nur von Ferienbesuchen.

An der Themse besuchte sie die Elite-Mädchenschule Queen's College, das anschließende Studium am King's College schloss sie mit besten Noten ab, machte Diplome in Informatik und französische Literatur.

Sechs Monate reiste sie durch Europa und Fernost, bevor sie als Investmentbankerin bei der Deutschen Bank in London anheuerte. Später arbeitete sie bei J.P. Morgan in Paris und an der Wall Street in New York.

Kaum noch Aufritte

Seit Beginn der blutigen Volkserhebung vor genau einem Jahr wurde Asma nur noch zweimal öffentlich gesehen. Anfang Januar stand die 36-Jährige lächelnd zusammen mit zwei der drei Kinder des Präsidentenpaars in einer

Lady im Visier



Der blutige Aufstand im Land spielt keine Rolle: Asma al-Assad steht hinter ihrem Mann APA

Menge auf dem Omayyaden-Platz in Damaskus, während ihr Mann den jubelnden Regime-Anhängern versicherte, man werde alle Verschwörungen gegen Syrien „ohne jeden Zweifel“ niederringen. Sechs Wochen später gab sie an der Seite des Diktators ihre Stimme beim Verfassungsreferendum ab.

Ansonsten ging sie, wie die 3000 von der Opposition abgefangenen privaten E-Mails belegen, hinter verschlossenen Türen des Präsidentenpalastes per Internet auf Luxus-Shoppingtour, orderte Kronleuchter in Paris und High Heels in New York. Ihr Mann, Präsident Bashar al-Assad, soll von seinem in London lebenden Schwiegervater Tipps erhalten haben, wie er die Berichterstattung über die Revolution in

Syrien manipulieren kann. Das berichtete der britische „Guardian“ am Freitag unter Berufung auf E-Mails, die Assads Schwiegervater Fawas Achras bis vor wenigen Tagen an den Präsidenten geschickt haben soll.

Unterdessen haben die arabischen Golfstaaten ihre Botschaften in Damaskus aus Protest gegen die brutale Unterdrückung der Regimegegner geschlossen. Begründet wird dies mit der „Ablehnung der Tötung des wehrlosen syrischen Volkes durch das Regime“. Syriens Sondergesandter Kofi Annan mahnte via Videokonferenz den UN-Sicherheitsrat endlich zur Einheit. Kommande Woche soll eine Delegation nach Damaskus reisen, um über eine internationale Beobachtermission in Syrien zu beraten.

Kofi Annan invite à la prudence sur la Syrie

**Hier à Genève, l'envoyé
spécial de l'ONU et de
la Ligue arabe a annoncé
la poursuite des discussions**

«Bien que décevantes», les discussions vont continuer avec les autorités syriennes, a affirmé hier à Genève l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan. Une mission va se rendre ce week-end à Damas et, selon ses résultats, il se rendra à nouveau dans la région.

La crise en Syrie doit être traitée «de manière très prudente», a souligné l'ex-secrétaire général de l'ONU. «Tout mauvais calcul pourrait provoquer une escalade majeure avec un impact sur toute la région qui serait très difficile à gérer», a-t-il averti, après consultation par vidéoconférence avec les membres du Conseil de sécurité.

Kofi Annan a affirmé qu'on ne peut pas comparer la situation en Syrie «avec la Libye ou d'autres contextes», car elle «est beaucoup plus complexe». «Je fais de mon mieux pour rechercher une solution pacifique. La priorité est de stopper les violences et les meurtres, d'obtenir un accès élargi pour l'aide humanitaire et de lancer un processus politique vers une Syrie démocratique», a encore dit Kofi Annan. **ATS**

Kofi Annan veut envoyer des experts à Damas

> Syrie L'émissaire de l'ONU à Genève

Kofi Annan, après sa rencontre avec le président Bachar el-Assad le week-end dernier, a jugé les réponses du régime syrien «décevantes jusqu'ici». L'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe a toutefois affirmé, lors d'un point presse au Palais des nations vendredi, qu'il comptait envoyer une mission en Syrie en cette fin de semaine «pour poursuivre les discussions et les propositions» mises sur la table.

Plus tôt dans la journée, il s'est adressé aux 15 Etats membres du Conseil de sécurité par vidéoconférence depuis Genève, les enjoignant à «parler d'une seule voix» pour tenter de résoudre la crise syrienne. «Le premier objectif est l'arrêt de la violence et des abus contre les droits de l'homme, a rappelé l'émissaire de l'ONU. Puis l'accès sans entrave de l'aide humanitaire et la réponse aux aspirations des Syriens pour la démocratie.»

En Syrie, le Ghanéen s'est entretenu avec des leaders religieux, des hommes d'affaires, des membres de la société civile. Il a aussi rencontré Buran Ghalioun, le chef du Conseil national syrien – qui regroupe les principaux groupes d'opposi-

tion – lors de son passage à Ankara, en Turquie.

«L'opposition appelle à une solution politique et pacifique, relève Kofi Annan. Bien sûr, ils [ses membres] sont impatients. Les tueries se poursuivent depuis plus d'une année, ils veulent voir des résultats. De leur côté, ils s'organisent pour se réunir sous une entité qui sera à même d'entrer en dialogue avec le gouvernement, quand viendra le moment des discussions.»

Dialogue illusoire

Une perspective qui semble pourtant illusoire, alors que se perpétue, semaine après semaine, la répression brutale par le clan El-Assad, qui a déjà fait 9000 morts, et que la diplomatie ne cesse de s'enliser. Le Conseil de sécurité reste paralysé face aux refus russe et chinois de condamner Damas.

Dans une lettre adressée à l'ONU hier, le gouvernement syrien se dit «prêt à coopérer» avec Kofi Annan, mais il continue à imputer la responsabilité des violences à l'opposition armée qu'il qualifie de «terroristes». **Céline Zünd**

di **Rolla Scolari**

ASMA, LA MOGLIE DI ASSAD

La bella di Damasco che vive nel lusso al fianco del tiranno

La dichiarata passione per un paio di scarpe da 6.400 dollari stride con gli orrori del suo regime

Adare un colpo definitivo all'immagine glamour e cool della first lady siriana è stato un simbolo per eccellenza del glamour e del cool. Quell'interesse così femminile di Asma El Assad per uno stavillante paio di scarpe di Christian Louboutin da 6.400 dollari confessato in una email privata è maledettamente assurdo e fuori luogo in un momento in cui l'intera comunità internazionale guarda con orrore e impotenza alle violenze in Siria, alla repressione della rivolta messa in atto dalle forze di sicurezza che rispondono al marito, il presidente Bashar El Assad.

La first lady siriana non appare più dimesse sulle copertine delle riviste patinate, in posa per i fotografi di moda. È discreta ora, quasi invisibile: sostiene le azioni del regime e del marito con un pesante silenzio, rotto soltanto una volta, qualche settimana fa, da un messaggio conse-

gnato alle colonne del *Times* di Londra: «Il presidente è il presidente della Siria, non di una fazione di siriani. E la first lady lo appoggia nel suo ruolo». Poche parole che hanno messo fine a mesi di speculazioni sulla posizione della moglie del dittatore. Indiscrezioni avevano parlato di una sua fuga all'estero, in Gran Bretagna, dove Asma è nata nel 1975 e dove ha vissuto per 25 anni. Male in non ha mai lasciato il marito e Damasco. Per molto tempo, la stampa internazionale ha speso aggettivi sull'eleganza, sulla sobrietà, su quel côté così occidentale di ma-

dame Assad. La rivista *Elle* nel 2008 la metteva nella lista delle donne più eleganti della politica mondiale. E a febbraio 2012, mentre già la Siria ribolliva sull'onda delle rivolte arabe, *Vogue* pubblicava un lungo ritratto-intervista della first lady. «La Rosa del Deserto» è «glamour, giovane, e molto chic, la più fresca e magnetica delle first lady», che regna sul focolare domestico in maniera «selvaggiamente democratica», lasciando ampio spazio di decisione ai tre figli.

Asma El Assad è figlia di un cardiologo di fama, Fawaz Akhras, e di

dona un ottimo posto a JP Morgan e il progetto di un master a Harvard per tornare a Damasco. Non pochi hanno cercato di intravedere nell'educazione europea della first lady la parte buona del regime, e in lei una musa riformista capace di spingere il marito ad aperture democratiche. Anche in Italia: nel 2008, a Rimini, il Centro Pio Manzù per la pace l'ha premiata come «ambasciatrice straordinaria del cambia-

DELUSIONE
Dipinta come icona del cambiamento, ma è sempre vicina al marito

una diplomatica. Ha studiato a Londra, alla Church of England School, poi al Queen's College, dove le compagne la chiamavano Emma. Dopo gli studi di informatica, Asma entra nel mondo delle banche di affari e nel 2000, quando sposa Bashar, incontrato in Gran Bretagna, abban-

ELEGANTE

Asma el Assad, 37 anni, ha sposato il presidente siriano nel 2000. Prima viveva in Inghilterra e la sua familiarità con l'Occidente ha illuso molti sul suo conto

CON I GRANDI

Madame Assad (a destra un suo primo piano) in alcuni dei suoi incontri ufficiali: in basso e ospite col marito della premier indiana Sonia Gandhi, a destra incontra il presidente Giorgio Napolitano



mento». Asma ha ricevuto una medaglia d'oro del presidente della Repubblica per l'opera svolta a favore della crescita economica e dello sviluppo sostenibile del mondo arabo. Oggi quell'impressione si scontra con il silenzio della sposa del rais, con il contenuto delle presunte email della coppia presidenziale, pubblicate dal *Guardian* e ottenute attraverso hacker dell'opposizione. Nella banalità del quotidiano, lui scarica musica country, lei pensa ad acquistare candelabri per la casa. Fuori la repressione va avanti. L'Onu parla di ottomila morti. «Il regime di Assad oggi è caratterizzato dalla negazione della realtà, dal rifiuto di ciò che accade nel Paese. Da quando è tornato, nel 1994, Assad vive appalato in una bolla, circondato da vecchi consiglieri», ha detto al *Giornale* Olivier Roy, uno dei maggiori esperti di Medio Oriente in Francia. Eppure, l'eco della rivolta e delle repressioni emerge dalle email. «Sestiamo assieme, supereremo tutto questo assieme. Ti amo», scrive Asma al marito.

Nei primi anni dopo il matrimonio, le cronache di palazzo raccontano come la first lady abbia sofferto per l'opposizione delle due donne forti di corte: la suocera Anissa e la cognata Bushara, moglie dell'ex capo dei servizi segreti militari, Assef Shawkat, avrebbero preferito per Bashar una sposa aluita, come il resto della leadership di Damasco, e non sunnita, come Asma. La first lady si è comunque ritagliata negli anni un ruolo forte, molto di immagine. E oggi resta silenziosa al fianco del presidente. Poco importa che la sua famiglia sia originaria proprio di Homs, teatro delle violenze più dure. Anche suo padre, Fawaz Akhras, appoggia il regime: parlando al *Telegraph* giustifica le repressioni. «Che cosa dovremmo fare? Aspettare che ci uccidano? C'è la responsabilità di garantire la sicurezza del proprio popolo», ha detto, paragonandolo a rivolta alle violente proteste estive a Londra, quando il premier britannico David Cameron aveva sollevato la possibilità di far intervenire l'esercito.



La 'primera dama' siria, Asma Asad, sostiene la mano de su padre, Fawaz Akhras, en una visita a Ebla. / AFP

Los aliados de Asad tienen su 'paraíso' en Londres

Fawaz Akhras, suegro del presidente sirio, asesora impunemente al régimen de Damasco desde su retiro en el Reino Unido

CARLOS FRESNEDA / Londres
Corresponsal

Mientras el premier David Cameron condena «la masacre de civiles» en Siria, el círculo íntimo de Bashar Asad se mueve a sus anchas y con total impunidad en Londres, convertido en algo así como el último paraíso de los allegados al carnicero de Damasco.

Su suegro Fawaz Akhras, padre de su esposa Asma, le ha estado aconsejando por *email* sobre cómo rebatir las acusaciones de la muerte y tortura de niños sirios. El reputado cardiólogo es copresidente de la Sociedad Británica Siria, volcado en reforzar los lazos con el Partido Conservador. Meses antes de la matanza de civiles, fue incluso invitado por la reina Isabel II a una cena de gala en Buckingham.

Suleiman Marouf, vinculado al primo rico de la familia (Rami Makhlouf), se ha encargado entre tanto de gestionar las compras *on line* de la propia Asma Asad en Harrods, mientras el recuento de víctimas supera los 9.000 civiles. Marouf, considerado como el *fixer* de los Asad en la capital británica,

emparentado también con el vicepresidente de Seguridad, Muhammad Nasif, ha logrado escapar sospechosamente a las sanciones económicas impuestas hasta la fecha.

Pese a su discreción proverbial, tendiendo durante décadas un puente invisible entre Damasco y Londres, Fawaz Akhras ha saltado a las portadas de los periódicos británicos tras el escándalo de los correos electrónicos de Asad revelado por el diario *The Guardian*. El cardiólogo ofreció a su cuñado instrucciones muy precisas sobre cómo

El padre de Asma fue invitado por Isabel II a una cena en Buckingham

Bromeaba con su yerno sobre el tamaño del pene de Sarkozy y Obama

condenar el vídeo sobre las torturas y muertes de niños en Siria como «propaganda británica».

Akhras nació precisamente en Homs (el bastión rebelde recapturado hace semanas), antes de emigrar a Londres, donde tuvo en 1975 a su hija Asma. Pese a la salvaje represión de las fuerzas de Asad en su ciudad natal, el suegro no sólo justifica los ataques, sino que los considera como poco relevantes en comparación con las decenas de miles de muertes que se produjeron en Libia.

En un *email* fechado el pasado mes de diciembre, el cardiólogo hace llegar a su yerno un plan de 13 puntos contestando a todas las críticas al régimen y recomendando a Asad que haga referencia a Guantánamo y Abu Ghraib para defenderse de las acusaciones de tortura. Mientras el país se desangra, Akhras tiene aún tiempo para enviar a Asad un correo bromeando sobre el tamaño del pene de Sarkozy, Netanyahu y Obama.

En declaraciones al *Daily Telegraph*, Akhras compara incluso la represión en Siria con los disturbios sociales el pasado verano en Gran Bretaña. «Cuando estallaron

los disturbios en Londres, Cameron dijo que sacaría al Ejército a la calle. ¿No se puede comparar esa situación con Homs?». Las muertes, eso sí, las justifica alegando que el ejército sirio «no es tan sofisticado» como Scotland Yard.

Hasta hace apenas dos meses, Akhras era la correa de transmisión más poderosa del lobby sirio en Londres, junto al multimillonario Wafic Said, uno de los mayores donantes del Partido Conservador. El ex jefe de Personal de Margaret Thatcher, Charles Powell, el ex líder liberal Andrew Green y hasta el diputado laborista Roger Godsiff formaron parte de su círculo interno en la Sociedad Británica Siria.

Todos ellos se han ido desmarcando silenciosamente del suegro de Asad en las últimas semanas, pero nadie se ha atrevido aún a reclamar algún tipo de represalia económica o de condena política por sus acciones.

El otro eslabón londinense de la familia Asad es Suleiman Marouf, empresario sirio con nacionalidad británica, con intereses muy especiales en varios medios de comunicación y con vínculos estrechos con Rami Makhlouf a través de la compañía Cham Holdings.

Según reveló ayer el diario *The Times*, Suleiman se ha encargado de gestionar durante meses los asuntos «personales» de Asma Asad, y más en particular de saciar su adicción a las compras *on line*. En junio del año pasado, la esposa de Asad se interesó por la adquisición de un jarrón de más de 3.100 euros en Harrods y le pidió en un *email* que averiguara si estaba disponible en los grandes almacenes.

En julio, Asma le detallaba en un correo qué piezas de joyería quería pedir: amatistas, turquesas, corales, ónix y diamantes engarzados en oro. En la respuesta, el asistente le decía a la caprichosa primera dama que el pedido no estaría listo hasta mediados de septiembre.

Pese a sus vinculaciones directas con el régimen de Asad —incluida la acusación de comprar rifles de contrabando— Marouf no figura en la lista negra de personas vinculadas con el dirigente sirio. El empresario sirio tiene varias casas en propiedad por valor de 10 millones de libras (más de 12 millones de euros) en Londres. Hace dos años le regaló incluso un BMW a Fawaz Akhras, el *suegrísimo* de Asad.

Annan alerta sobre el contagio a toda la región

Ginebra

El enviado especial de la ONU y de la Liga Árabe para Siria, Kofi Annan, ha pasado del «optimismo» a la «decepción» en su valoración de la respuesta del presidente sirio, Bashar Asad, tras la entrevista que mantuvieron ambos el fin de semana. Ahora, Annan no sólo no ve signos de esperanza para detener la violencia en el país, sino que alerta sobre el riesgo de que el conflicto se extienda a toda la región. «Tenemos que tratar la situación con mu-

El círculo íntimo del presidente

> **Sheherazad Jaafari.** Reclutada por el régimen para ser la asesora de comunicación de Bashar Asad, se encargaba de la agenda de entrevistas del presidente sirio y dirigía un pequeño equipo de inexpertos asesores de comunicación. Hija del embajador de Siria ante Naciones Unidas, se especula con que Bashar Asad tuviera una relación extramatrimonial con Jaafari, a raíz de que se encontraran algunos correos electrónicos en los que ella acababa diciendo «Te echo de menos» y «Te quiero mucho».

> **Hadeel al Ali.** Segunda asesora de comunicación de Asad, apoyaba el trabajo de Jaafari. También desarrolló una relación cercana con el presidente, a quien daba información frecuente sobre cómo sus discursos habían sido acogidos por sus simpatizantes.

> **Luna Chebel.** La tercera asesora de comunicación de Asad se encargaba de la parte más dura: los medios disidentes. También le ofreció consejo sobre cómo mantener el levantamiento bajo control.



Manifestantes con una foto de Asad. / REUTERS

> **Khaled Ahmad.** Facilitaba información regular sobre la situación en Homs. También reafirmaba la narrativa del régimen de que los terroristas islámicos son los responsables de la revuelta.

cho cuidado. Tendemos a centrarnos en Siria, pero cualquier cálculo mal hecho que conduzca a una escalada de la violencia con impacto en la región será extremadamente difícil de manejar», dijo Annan ayer tras mantener una videoconferencia con el Consejo de Seguridad.

El ex secretario general de la ONU, que dice que el factor tiempo es clave, anunció que ha designado a un grupo de trabajo que volverá el domingo a Damasco para seguir con las conversaciones. «Cuando se haya conseguido un progreso suficiente, yo estaré preparado para volver a la región», subrayó.

ABC (Espagne / Spain)

Turquía planea crear por la fuerza un corredor humanitario en Siria

► La medida, aplaudida por algunos opositores, requeriría la presencia de tropas de Ankara en el país vecino

una entrevista con el diario «Today's Zaman».

Ayer, miles de sirios se manifestaron en todo el país pidiendo apoyo extranjero para su causa, especialmente de los países árabes y musulmanes. «El pueblo quiere una intervención militar, la caída del régimen y que se arme al Ejército Sirio Libre», demandaron los participantes en Aleppo, según Mohamed Al Halabi, portavoz de los comités de la oposición en este lugar. En Homs y Deraa se produjeron protestas similares. El jueves, primer aniversario de la revuelta, decenas de miles de personas desfilaron por Damasco en apoyo del presidente Bashar Al Assad.

Por su parte, el enviado especial de las Naciones Unidas y la Liga Árabe, Kofi Annan, enviará un equipo a Damasco a principios de la semana próxima para discutir una propuesta sobre el despliegue de observadores internacionales. La semana pasada Annan viajó a Siria para presentarle a Assad un plan de cinco puntos, incluyendo un alto el fuego, el envío de ayuda humanitaria, y el inicio de un diálogo con la oposición. De éstos, tan solo el segundo punto ha podido ser parcialmente puesto en marcha. «El Gobierno sirio está decidido a proteger a sus ciudadanos desarmando a los terroristas

aunque añadió que se están considerando también «otras ideas». «Sería un error verlo desde una única perspectiva». El número actual de refugiados es de 14.700 en los campos establecidos por la Media Luna Roja, si bien se calcula que unos dos mil más se alojan con parientes y amigos. Además de los siete campamentos ya existentes, Turquía planea construir otros dos en Kilis y Ceylanpinar, con capacidad total para otros 30.000.

Aplauso opositor

La idea de una injerencia turca no suena mal a los oídos de algunos opositores sirios. «Turquía podría iniciar una intervención. Es el país más poderoso en la región», asegura Mohamed Riad Shafka, uno de los líderes de la Hermandad Musulmana siria. «¿Por qué debería la comunidad internacional dudar en apoyar militarmente a las fuerzas de la oposición, cuando Irán e Irak están proveyendo asistencia militar directa a las fuerzas del ré-

DANIEL IRIARTE
CORRESPONSAL EN ESTAMBUL

Desde el inicio de la crisis en Siria, el Gobierno turco ha asegurado que la llegada masiva de refugiados a su territorio es la línea roja que desencadenaría una intervención en territorio sirio. Ese momento podría estar acercándose rápidamente: en estas semanas, el número de sirios que cruzan la frontera hacia Turquía se cuenta a diario por varios centenares. Unos mil trescientos tan solo en los últimos dos días.

De forma que las autoridades turcas están considerando la posibilidad de establecer algún tipo de pasillo o área humanitaria dentro de Siria, cuya implantación requeriría el envío de tropas para asegurarla. El primero en admitirlo ha sido el vicepresidente ministro, Besir Atalay, en una entrevista televisada. «La Administración siria ha estado plantando minas, y tomando medidas para no per-



MURAD SEZER / REUTERS

Refugiados sirios, cacheados por soldados turcos ayer a su llegada a la frontera

Erdogan prevé una zona tampón en Siria

TURQUÍA ► El primer ministro turco, Recep Tayyip Erdogan, confirmó ayer que está “estudiando” crear una “zona de contención, una zona de seguridad” en la frontera con Siria ante un previsible alud de refugiados, que suman ya 14.700 en territorio turco. Un nuevo campo para acoger a los huidos de Siria se abrirá el mes que viene y se prepara otro, en total para 30.000 personas. El viceprimer ministro Besir Atalay anunció el jueves estos planes, de muy compleja ejecución, ya que esa zona tampón implica intervenir en suelo sirio, mientras que un

portavoz del Ministerio de Exteriores señaló que ya son siete los generales sirios desertores que se encuentran en Turquía. Por otra parte, dos periodistas turcos desaparecieron hace una semana en la región de Idlib y se cree que fueron detenidos por el ejército sirio, mientras que un camionero turco resultó herido de gravedad en un tiroteo en Alepo. El grupo de países Amigos de Siria se reunirá en Estambul el 2 abril, pero Turquía no ha cursado aún la invitación al Gobierno francés, con el cual mantiene tensas relaciones. / Agencias

Publico (Portugal)

Conflito sírio “pode ter impacto muito difícil de gerir na região”, avisa Annan

Turquia diz aos seus cidadãos para abandonarem o país vizinho, enquanto admite criar uma zona de segurança na fronteira. Sírios saem à rua para pedir uma “intervenção militar” e “o derrube do regime”

Síria
Sofia Lorena

Já se sabia que o regime de Bashar al-Assad tinha respondido às propostas apresentadas por Kofi Annan. Segundo Damasco, “positivamente”. Afinal, o Conselho de Segurança ouviu ontem o enviado da ONU e da Liga Árabe para a Síria descrever as respostas como “decepcionantes”. Mesmo assim, Annan vai “continuar a discutir” e enviará a Damasco peritos para negociarem uma missão de observadores internacionais.

“Quanto mais forte e unificada for a vossa mensagem, maiores serão as oportunidades de que a dinâmica do conflito mude”, disse Annan aos 15 membros do Conselho de Segurança, numa intervenção por videoconferência, a partir de Genebra.

Numa primeira reacção, a missão francesa sublinhou a necessidade de “permanecer vigilante face às táticas dilatórias” de Damasco. “Sabemos rapidamente se o regime quer dialogar ou explorar a aparência de diálogo para continuar a matar civis”, escreveu a representação de Paris na sua conta de Twitter.

Depois do veto russo e chinês a uma resolução que pedia a saída de Assad e defendia uma transição liderada pelo seu vice-presidente, no início de Fevereiro, os países do Conselho de Segurança continuam bloqueados, sem chegarem a acordo para um novo texto.

O ministro francês dos Negócios Estrangeiros, Alain Juppé, explicou numa entrevista ao jornal *Le Monde* que qualquer resolução tem de fazer mais do que pedir uma trégua. “Não nos podemos dar por satisfeitos com uma resolução humanitária ou de cessar-fogo. Tem de haver uma referência a uma solução política inspirada na proposta da Liga Árabe”, como acontecia no texto vetado. Isto “é um pesadelo, este regime enlouqueceu”, disse ainda Juppé. “Apoiamos Annan, mas não seremos enganados pelas manipulações sírias.”

“Eles têm a obrigação de ajudar as pessoas que estão a ser assassinadas”, afirmou em Paris Burhan Ghaliun, chefe do Conselho Nacional Sírio, o maior grupo de opositores.

Na Síria, onde a ONU estima que a repressão do regime já fez mais de oito mil mortos, milhares saíram à



Civis sírios em fuga para a Turquia, que quer avançar com uma “zona tampão” na fronteira

rua. *A Síria quer liberdade*, cantaram em Aleppo. Em Tartus, onde os russos têm uma base militar, um dos slogans foi *Liberdade para sempre, quer queiras quer não, Assad*.

O povo quer uma intervenção militar, disseram os manifestantes em Lattameh, uma zona de Hama.

Uma intervenção militar ainda só foi defendida por alguns países árabes, como o Qatar. A França apoiaria o esforço se contasse com a aprovação do Conselho de Segurança, o que a Rússia nunca permitirá.

“Estamos concentrados na Síria, mas qualquer erro de cálculo pode levar a uma grande escalada com impacto regional extremamente difícil de gerir”, disse Annan aos jornalistas em Genebra, depois de falar ao Conselho de Segurança.

Assad chegou a ameaçar com “uma guerra regional”: o regime tem poucos aliados, mas conta com

“Qualquer erro de cálculo pode levar a uma grande escalada com impacto regional difícil de gerir”

Kofi Annan
enviado da ONU
para a Síria



o Hezbollah libanês e com o Irão, enquanto o Iraque procura manter-se neutro. Face às denúncias de que tem permitido a passagem a ajuda militar iraniana, Bagdad garantiu ontem que os aviões de carga com destino a Damasco transportam ajuda humanitária.

Equilíbrio de forças

As possibilidades de uma guerra civil síria alastrar ao Líbano são reais. O chefe druso libanês Walid Jumblat assinalou ontem o 35.º aniversário da morte do seu pai, que atribui a Damasco, declarando o apoio à revolução síria. “Depois de 35 anos, chegou o tempo de dizer a verdade: viva a Síria livre”, afirmou. Os drusos são um grupo minoritário do islão e existem nos dois países. A maioria libanesa é xiita, como os Assad.

A Turquia, por seu turno, discute cada vez mais a imposição de

uma zona de segurança ao longo da fronteira para fazer face à vaga de refugiados. Ancara avisou ontem os seus cidadãos para deixarem a Síria com urgência – segundo a imprensa local, dois jornalistas turcos dados como desaparecidos na Síria estão nas mãos do regime e terão sido torturados.

Se o Governo turco decidir mesmo avançar com a “zona tampão”, os analistas estimam que isso poderá mudar o equilíbrio de forças. É para a Turquia que têm fugido muitos desertores e há ataques da oposição planeados e lançados a partir de território turco. “Proteger uma zona destas requer a mobilização de uma força terrestre turca e isso será muito significativo em termos da dinâmica de segurança”, disse à Reuters o britânico Anthony Skinner, especialista em Médio Oriente. “Claramente, beneficiaria a oposição.”

The Irish Times (Irlande / Ireland)

Annan urges an end to Syria violence

MICHAEL JANSEN

UN-ARAB LEAGUE envoy Kofi Annan yesterday called for an end to the violence in Syria and warned the UN Security Council “any miscalculations” in the handling of the crisis could destabilise a region already in turmoil.

Mr Annan urged the council to support his efforts to broker a ceasefire and dialogue in Syria. “The stronger and more unified your message, the better chance we have of shifting the dynamics of the conflict,” he stated.

The Syrian government has promised to co-operate, but not to end its campaign against “terrorism”. Protesters appeared to reject Mr Annan’s demand for a ceasefire when, after a call from the Muslim Brotherhood, they staged rallies in Syria to demand “immediate military intervention by the Arabs and Muslims followed by the rest of the world”. In three towns north of Damascus,

troops clashed with rebels for the first time in several weeks. Opposition activists reported 40 deaths.

Mr Annan will dispatch a team to discuss the deployment of ceasefire monitors and implementation of other elements of proposals he presented last weekend.

Divisions in the council have not been bridged. While French foreign minister Alain Juppé demanded the Syrian government unilaterally halt military operations, his Russian counterpart Sergey Lavrov said Moscow has urged the Syrian government to co-operate with Mr Annan, and asked the West to tell the opposition and the rebels to “respond constructively to his proposals”.

Middle East envoy Mikhail Bogdanov said calls on Syrian president Bashar al-Assad to stand down were “counterproductive, because they send the opposition a false signal that there’s no point in entering dialogue”.

Qatar, Kuwait, Oman and the

United Arab Emirates have joined Saudi Arabia and Bahrain in announcing the closure of their embassies in Damascus. EU foreign ministers are to meet next week to discuss shutting their embassies. Turkey has also threatened to close its mission.

Turkish premier Recep Tayyip Erdogan said his country was considering setting up a zone to host refugees on the Syrian side of the border if there was international agreement and involvement.

The opposition Syrian Observatory for Human Rights reported the 12-month death toll in the conflict is 9,113: 6,645 civilians, 1,997 security personnel and 471 rebels.

UN experts are due to join a government team this weekend in visits to contested areas. UN humanitarian chief Valerie Amos said: “It is increasingly vital that humanitarian organisations have unhindered access to identify urgent needs and provide emergency care and basic supplies.”

The Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Assad's wife 'could face jail sentence' after shopping spree

By David Blair
Chief Foreign Correspondent

ASMA AL-ASSAD, the British-born wife of Syria's president, could be liable for a two-year prison sentence because her online shopping sprees may have broken financial sanctions imposed on her husband, a senior lawyer claimed.

Mrs Assad's liking for goods from Harrods, along with boutique furniture-makers and Parisian jewellers, has been disclosed by emails purporting to be from her account.

But her husband, Bashar al-Assad, appears as number one on a list of 114

€35,118.60

The bill for Mrs Assad's online order for furnishings from a Paris boutique made two weeks after sanctions were imposed

Syrians subjected to European Union financial sanctions. These measures, imposed on Syrian officials held responsible for "brutal repression", freeze any assets owned by targeted individuals in EU member states.

Crucially, they prohibit EU citizens making "funds or economic resources" available to anyone named on the list.

If Mrs Assad has retained her British citizenship, she would risk breaking the law by purchasing an asset for the benefit - whether direct or indirect - of her husband. Holding dual Syrian-British nation-

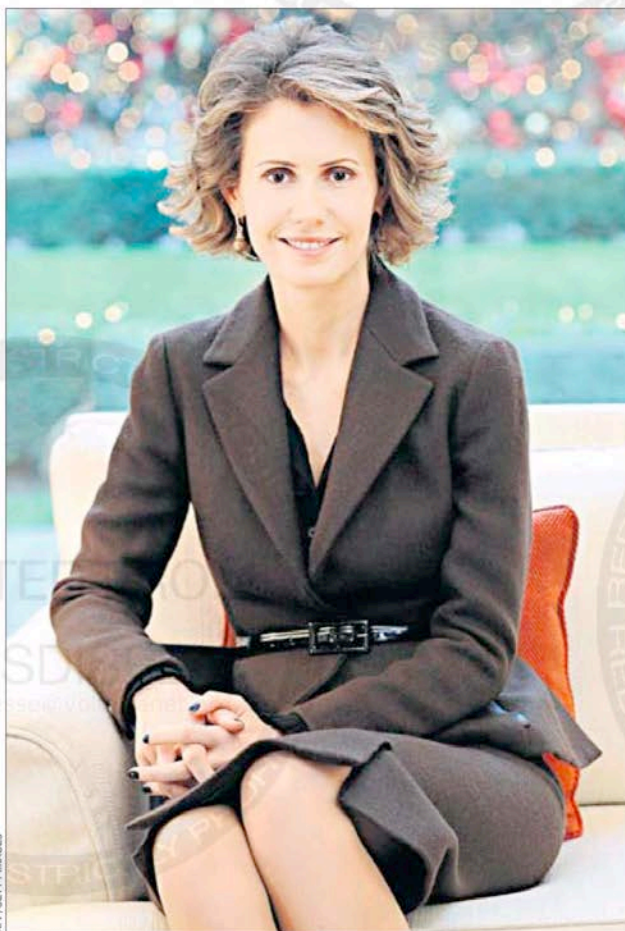
ality would make no difference. Only if she has formally renounced her British citizenship, or if she could demonstrate that the items were exclusively for her benefit, would she be exempt from prosecution. Mrs Assad, who was born in London and lived in Britain until the age of 25, is not known to have renounced her British passport.

"Assuming that Asma al-Assad is a British citizen, she must comply with the EU asset freeze in place against her husband notwithstanding the fact that she lives in Syria," said Nigel Kushner, chief executive of Whale Rock Legal, a law firm which advises on sanctions compliance.

"That means she must not make available any funds or economic resources of any kind to - or for the benefit of - her husband, whether directly or indirectly. The definition of 'economic resources' is wide and would include the kind of luxury items that Mrs Assad appears to have been ordering online."

The EU imposed financial restrictions on Mr Assad on Jan 19. On Feb 1, an email was sent to Mrs Assad's account confirming that a Paris boutique was ready to dispatch a chandelier with a "lustre confusion" design, along with two candlesticks and other luxury furnishings with a cost of €35,118.60 (£29,200).

"Great news," Mrs Assad is purported to have replied on Feb 3, asking for the goods to be sent to Dubai airport. Assuming that Mrs Assad lives with her husband, the goods would have been for his benefit as much as hers. But the Treasury said this purchase did not of itself provide sufficient grounds for action against Mrs Assad. "We



Asma al-Assad's purchases may have broken financial sanctions on her husband

would only consider furniture to fall within the definition of 'economic resources' for the purposes of the sanctions if we had grounds to believe that it was going to be used to obtain funds, goods or services for a designated person."

Mrs Assad is not designated for EU sanctions. There is no suggestion of wrongdoing by the Parisian boutique,

which did not know the real identity of its customer.

One loophole would be if Mrs Assad was providing essential goods to cover the president's "basic needs".

Mr Kushner said that "one somehow doubts" whether the items ordered by Mrs Assad could be considered to satisfy a "basic need".

The Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Questions for the president over the woman in lingerie

By Raf Sanchez in Washington

THE latest email discovered in Bashar al-Assad's email account could throw up awkward questions for Syria's president from his British-born wife Asma.

Clad in skimpy white lingerie, the unnamed woman looks over her shoulder at the camera lens, her clothes discarded on the floor around her.

The photograph, discovered among thousands of emails from the Syrian president's personal accounts, was sent to Mr Assad on Dec 11 last year by a woman who is not his wife.

The email contains no words and the identity of the woman is not known.

On the day Mr Assad received the photograph, his troops opened fire on a number of funeral processions in Syria, killing at least 12 people.

Mr Assad's personal account contains dozens of emails from a Yahoo account where the sender offers advice and passes on messages from people outside Syria. While the emails deal largely with affairs of state they have a relaxed and often joking tone.

Members of the Syrian opposition believe the woman may also have a second email address under a false name which she used to send Mr Assad

more intimate messages. This account appears to have been set up on Dec 1 last year and as an apparent test an email was sent to Mr Assad's address saying simply "hi". Around 18 minutes later he replied "Hi and a half".

Over several weeks, the exchange becomes more flirtatious as they swapped romantic music by the popular Lebanese singer Fairuz and at one point he appears to send her a gift certificate.

On Jan 17, Mr Assad received an email from the second account with a single Arabic character meaning "I love you" and on Jan 25 another email contains only an x, the popular sign for a kiss.

While there is no direct evidence of a sexual relationship, the revelation could prove damaging for Mr Assad, who has sought to present a united front with Mrs Assad.

There is evidence the Assads began to cling closer as the fighting grew fiercer in Syria. On Dec 28, she wrote to him: "If we are strong together, we will overcome this together ... I love you." He replied: "I'm not worry about this, and i have no doubt."

The Daily Telegraph tried to contact Mr Assad's correspondent using the email addresses found in Mr Assad's in-box but received no reply.

The Guardian (Royaume-Uni / United Kingdom)

Smart, smooth and US-educated: the young woman who helped Assad with media advice

**Email links to BBC report from besieged Homs
President bypassed male aides as crisis worsened**

Luke Harding

On 27 November last year, a young, ambitious woman sent an email to her boss. It contained a single link, to a piece by the BBC correspondent Paul Woods. Woods had been smuggled into the Syrian city of Homs. His subsequent report gave a vivid account of the smouldering rebellion there, crushed two months later in a remorseless government attack.

The woman was the US-educated Hadeel al-Ali; her boss was Syria's president, Bashar al-Assad. The email was sent to a private account used by Assad to communicate with his wife, Asma, other family members, and a handful of trusted advisers. Some 3,000 emails from Assad and his inner circle were leaked by Syria's opposition to the Guardian last week, revealing a first family strangely disconnected from the bloody drama engulfing Syria and its people.

This particular email appears to show Assad was personally told about the presence of western journalists in Homs, slipping into the country via a perilous crossing from Lebanon. In retrospect, it takes on a darker aspect. In February the Sunday Times's Marie Colvin and the French photographer Remi Oehlke died in Homs when Syrian forces – it appears deliberately – targeted their building.

One of the most striking aspects of the emails' leak is how Assad bypassed his male aides. Instead, as his country slipped further into bloodshed, he appears to have grown reliant on media advice from a group of young, westernised Syrian expats. Most are women. At their core are Ali and her friend Sheherazad Jaafari, a former intern at the New York-based PR firm Brown Lloyd James.

Of the two, Jaafari has the better connections: her father is Syria's ambassador to the UN in New York, with a hotline to Damascus. But Ali's biography and now deleted Facebook page offer clues to her rapid rise. Like Assad and much of Syria's elite, Ali is from the Alawi religious sect. She grew up in the coastal town of Qurdaha, known for its Alawi population.

Friends describe her as smart, smooth and sexy. "She was always going to excel in media and PR," one says. Between 2006 and 2008 she was a student at Montana State University in Bozeman, a city surrounded by stunning mountains. She was a political science major.

Writing of her student days for her yearbook, Ali reminisces about the "gorgeous mountains" and "almost breaking my leg learning how to ski". (The same smiley faces crop up in her later correspondence with Syria's president). She also writes about "wearing my cowboy boots and hat and feeling like a local!" and "attending President Obama's speech and shaking his hand (!)". Photos from this period show a petite but strikingly self-confident woman with high cheekbones and dark hair.

After university she returned to Syria. She studied English literature at Damascus University. She also taught English as a second language at the Arab International University, and volunteered part-time for UNHCR/Unicef. "She was sociable, well-spoken, and engaging," one friend from



Born in the Syrian coastal town of Qurdaha, Hadeel al-Ali studied politics at Montana State University

Turkey to open more camps as exodus from violence grows

Martin Chulov Beirut
Constanze Letsch Istanbul

Turkey has hinted it might establish a haven for refugees fleeing the relentless violence in neighbouring Syria, which was described yesterday by the UN's envoy to Damascus, Kofi Annan, as "very dangerous and threatening" to the region.

Annan announced that the UN would send technicians to Syria in advance of a mooted international monitoring mission aimed at breaking months of diplomatic deadlock and providing relief to the country's besieged areas. "In the name of the people, and for the sake of humanity, let's stop this brutality," he said.

Annan also suggested that another attempt to force the hand of Syria's leader Bashar al-Assad might soon be made at the UN security council, which has remained impotent as the violence has worsened.

One of Syria's main allies at the security council, Russia, this week signalled more flexibility in dealing with the crisis, which has tested Moscow's relations with the Arab world and the west. However, Russia still seems anchored in its stance that any resolution must place equal onus on regime forces and opposition fighters to stop the violence.

France has condemned Syria's insistence that it is involved in a two-way fight with terrorists, with the foreign minister, Alain Juppé, saying: "I cannot accept that we put the oppressors and the victims in the same boat. It's a nightmare. This regime has become mad. We back Kofi Annan to implement his mission, but we will not be fooled by Syrian manipulation."

Turkey, meanwhile, has urged its citizens to leave Syria, and will close its consulate in Damascus on Thursday. It will maintain a scaled-back diplomatic presence with the Assad regime, which was an ally of the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, until a crackdown against dissenting regions near the Turkish border last summer.

In his first public statement on the issue since last July, Erdogan said yesterday his government was reviewing several options including "a buffer or a security zone". Turkey is also setting up more refugee camps along the Syrian border. The Turkish Red Crescent said it expected up to 500,000 Syrian refugees to enter Turkey, a huge increase on the current figure of 14,000.

Refugee numbers have surged in the past week, with families fleeing from Idlib into Turkey and from Homs towards Lebanon, where 20,000-30,000 Syrians are thought to have taken refuge. Some 230,000 Syrian citizens are thought to have been displaced by the violence, with most remaining inside the country.

Clashes were reported yesterday in central Damascus, which has largely remained supportive of the regime. The conflicts were quickly contained.

Elsewhere, up to 40 people are thought to have died. Syrian activists said most of those killed were demonstrators.

The Assad emails



Assad's adviser realises the BBC has a reporter in Homs

Fwd: BBC's Paul Wood in Homs
Date: November 27, 2011 1:38am
To: Sheherazad Jaafari, Hadeel al-Ali

Paul Wood was smuggled to Homs!!!

Date: November 26, 2011 11:49pm
To: XXXXXXXX, Khaled al-Ahmad
Subject: BBC's Paul Wood in Homs
<http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-15905970>

this period said, admitting: "I was drawn to her."

When Syria's uprising began, however, something changed. Ali became active in spreading pro-regime articles. She dumped friends she believed sympathetic to the opposition. Her private emails to Syria's president, "the dude" as Ali calls him in one Facebook post, reveal a strong personal and political commitment to him, and to his survival.

On 20 November last year she sent a photo to Assad of him as a young student. She wrote: "so cute, I miss youuuuuuu". Five days later she forwarded him a screen grab from the Facebook page of a Syrian opposition activist, together with critical comments about the president: "Sorry some of them are very rude but I thought we could find the names although most of them have fake ones," she explained.

As Syria's crisis darkened, it appears Ali turned down a place at Warsaw University last September to stay at the president's side. She and Jaafari gave him regular feedback on how his speeches were perceived

by supporters. In late December she gave him advice on a speech. She urged him to mention that "hostility to Israel" must be a key idea for the Syrian people, and told him to sound "balanced and rational" when setting out his "reforms". After the speech in January, Ali privately struck a more intimate note, and complimented him on his choice of suit and healthy complexion. She was proud of his "strength wisdom and charisma".

Additionally, Ali is the conduit through which advice from Iran appears to reach Assad. Hussein Mortada, head of the Iranian-backed al-Alam satellite channel, said it was not in the regime's interests to blame a string of mysterious car bombings on al-Qaida. Mortada also talked of his links to Hezbollah and Tehran. It was Ali who forwarded his emails to the boss.

The leak of their exchanges will be mortifying for Ali and Jaafari. Neither has commented publicly since the scandal broke.

Marina Hyde, page 38 »

The Herald (Royaume-Uni / United Kingdom)

Turkey considers border buffer zone with Syria

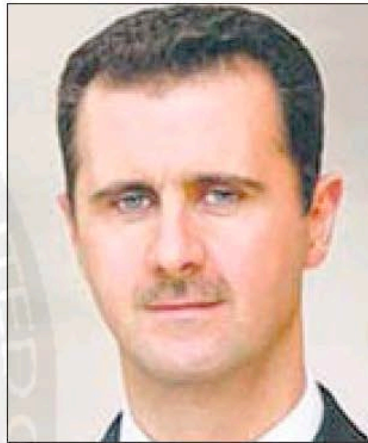
ANKARA

TURKEY said yesterday it might set up a border "buffer zone" to protect growing numbers of Syrian refugees fleeing a violent uprising against President Bashar al Assad.

With the bloody revolt entering its second year, Government forces battled protesters in at least three suburbs of the capital Damascus, opposition activists said. They also reported flare-ups in other towns and cities.

The United Nations-Arab League envoy Kofi Annan briefed the UN Security Council later in the day on his efforts to end the violence, but there was no sign of a breakthrough.

Mr Assad faced growing international isolation as more Arab states



BASHAR AL ASSAD: Trying to crush violent uprising.

announced they were shutting their embassies and the Turkish Foreign Ministry said it "strongly urged" its citizens to leave the country because of growing security concerns.

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan, once a firm ally of Mr Assad, said he was considering setting up a buffer zone along the

border with Syria. Ankara might then withdraw its ambassador once its nationals had returned home.

"A buffer zone, a security zone, are things being studied," he said, but added other ideas were also under consideration. "It would be wrong to look at it from only one perspective."

Some 1250 refugees have fled into Turkey from northern Syria in the past 48 hours, escaping an army onslaught in the frontier Idlib province.

Some 45 civilians had been killed in the region in the past day, including 23 whose bodies were found with their hands tied behind their back, as well as five army deserters, the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group said.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Asma Assad's top tips on necklaces, heels, chandeliers – and courage

Asma Assad is very modest. "I am," she says, "absolutely clueless when it comes to fine jewellery!" But I don't think she should say things like that. I don't think she should do herself down. To me, it doesn't sound as though she's at all "clueless" when it comes to ordering jewellery. To me, it sounds as though she knows an awful lot.

She knows, for example, that it's a good idea, when you're ordering necklaces, from a special workshop in Paris, to have one that's "turquoise with yellow gold diamonds", and one that's "amethyst with white gold diamonds", and one with "tull black onyx". She also knows about vases, and furniture, and shoes. She knows, for example, that if you order a vase that costs £2,650 from Harrods, you might be able to get 15 per cent off.

She knows how to get hold of shoes studded with crystals, with six-inch heels. She knows it's difficult to get hold of shoes like this, because the person who designed them doesn't make them "for the general public", and she's kind enough to pass the information on. And she knows where in Chelsea you can get a pair of handcrafted bedside tables, and where in Sussex you can get an oval table with a marble top.

You might think that someone who went to a CofE primary school in Acton, and who then went on to study computer science, and get a diploma in French literature, wouldn't know about things like this. But just because you once

studied French literature, it doesn't mean you can't have other interests, too. You might think that Rabelais, and Voltaire, were actually quite boring, and that what was interesting was knowing where to get a chandelier for 35 grand.

I think Asma Assad's parents must be proud. It isn't every day that your daughter marries the son of the leader of the country of your birth, and then becomes First Lady herself. It isn't every day that your daughter is described by *Vogue* as "a rose in the desert". You might, it's true, be worried, if you came from Homs, which hasn't been having a very nice time, and your daughter was married to the person who'd been making sure it didn't, that she might be feeling a bit stressed.

But Asma Assad's father, who's a cardiologist in London, doesn't seem to be worried. What's happening in Syria, he has just told another newspaper, is just like the London riots. Asma Assad's father has, in fact, been in such a good mood that he's been sending his son-in-law text messages about the size of Obama's penis.

Asma Assad's father was right not to worry about his daughter being stressed. Although you can't necessarily know what's going on in someone's head unless you speak to them, you can tell quite a lot from their emails. And it seems pretty clear, from the 3,000 or so emails that seem to have been leaked from the private email accounts of Asma and Bashar Assad, that she isn't worried at all. You might think that someone



Carry on shopping: Asma Assad knows a lot about jewellery EPA

who said that Israel's attacks on Gaza three years ago were "barbaric", and who called for an end to the violence "as a mother and as a human being", might be worried that her husband's forces were killing children in Homs. But what her emails show is that she isn't. What her emails show is that she's very good at concentrating on the things she thinks are important. Like, for example, shopping.

You might also think that if you heard that your husband's forces were blowing the legs off children the same age as yours, and pulling their tongues out with pliers, and hanging them from the ceiling, and electrocuting them with cattle prods, and cutting their penises, and beating them with Kalashnikovs, you might feel a little bit upset. But Asma Assad doesn't seem to be. Asma Assad thinks it's better, in a situation like this, to forget about other children

and just think about your own. So that when, for example, you know that the nephew of the Lebanese Prime Minister is coming to visit, what you do is ask him to bring *Harry Potter* and the *Deathly Hallows Part 2*.

It's also important, in a situation like this, to remember that you married your husband, as you once told *Paris Match*, for his "values". And that you're living, as you told another interviewer a few years ago, in a "country of transition" where you're trying to "develop human capital": it's important to remember that your "dream", which your husband also shares, is "to make a difference". And that when your husband's feeling a bit fed up, you should tell him you love him, and that you both need to be "strong".

I think it would be very unfair to say that someone who had supported her husband in wiping out the "human capital" of about 10,000 people, and in ordering the torture of thousands of others, hadn't "made a difference" to the world. I think Asma Assad has shown us that you can be very pretty, and very thin, and have a really lovely smile, and still know about the kind of courage you have to "screw" to "the sticking place". I think she has reminded us that anyone can do anything if they really try.

The secret email accounts have, unfortunately, been stopped. So we can't find out if Asma Assad has ordered "all the perfumes of Arabia" on Amazon. But I don't think we need to worry. I think if she can't find them, she'll find a nice onyx, or diamond, to sweeten that little hand instead.

The National Post (Canada)

Better Homs & Gardens

MONDAY

There are moments in life when one is thrust toward a crossroads. When the principles and aspirations that one has espoused for so long are finally called into question. When the stable, comfortable life one thought was reality is suddenly and irrevocably thrown into disarray — and one is forced to cut ties to what is loved and what is known for the sake of what is right, whatever the consequences ... I've been a Chanel girl all my life — but darn it, Le Bateleur by Dolce and Gabbana is just impossible to resist! Of course, far be it from me to expect Bashie to notice the difference. Oh well, I guess this will just be our little secret, diary.

TUESDAY

OMG, still shaking my head over KONY 2012. I spent all morning retweeting and Facebooking, and then I got my valet to put up posters around the palace. You just feel like you should do something, you know? Meanwhile, Angelina and Brad still haven't returned my calls. Not to mention that here it is March, and Sting still hasn't said anything about the Christmas cards I sent him. I swear, do you ever just feel completely invisible? It's like I could set myself on fire and the world wouldn't care.

WEDNESDAY

Well, this whole fuss has certainly taken a toll on my scrapbooking! It was only last year that *Paris Match* called me “the element of light in a country full of shadow zones,” *Vogue* called me a “rose in the desert” — even *Hustling* magazine in America named me the world's third “most-bangable First Lady,” whatever that means. Now I can't even flip open *Redbook* without someone calling me an airheaded shopaholic or a “modern Marie Antoinette” — whoever that is. Figures, one minute you're a champion of human rights and the next you're the meek wife of a mass-murderer. What's next? “Asma Al-Assad, First Lady of Thunder Thighs?” Well Asma, you knew it wasn't going to be a bed of roses when you married a politician. Speaking of which, Bashar missed family game night again; said he had some “serious business” to attend to with those army men and their icky uniforms.

THURSDAY

I was phoning in to Sotheby's New York to try to pick up a pair of Wisteria lamps by Tiffany for the dining room and some tramp in London outbid me. Any way, to cheer myself up I spent a few hours on my pet project: Syria's Olympic bid! I still think Homs would be the perfect venue for the swimming events, but Bashie keeps saying I should move it to Damascus for some reason. He's already

made me move the beach volleyball from Idlib to Hama — and now he says Hama won't work any more. Well, hold it in the Mediterranean Sea for all I care — as long as I get an excuse to wear my new Christian Louboutins to the Opening Ceremonies.

FRIDAY

Only two weeks til Girls' Day Out 2012! Every April, all us wives get together, go for a spa day, some sushi — maybe jet over to Dubai for a round of golf. Oh, but what I wouldn't give to have the whole gang back together again. Already my Tunisian and Egyptian BFFs, Leila Trabelsi and Suzanne Mubarak, can't make it, and just now I hear that “something came up” for Mrs. Gaddafi. It looks like it's just going to be me and Ahmadinejad's wife Azam — and she'll probably bore me with another lecture about covering up my hair. And now, I just heard that my speech to the Syrian Women's Foundation in Deraa has been cancelled due to “venue difficulties.” Jeez, is anything working out for me this week?

National Post

A dictator's words, Page A20



Asma al-Assad

The National Post (Canada)

A DICTATOR'S WORDS

A year of protest and killing in Syria has resulted in the deaths of about 9,000 people. Activists show no signs of surrender and the government shows no sign of backing down, as President Bashar al-Assad has said on many occasions.

BEFORE THE UPRISING

In January 2011, six weeks before Syria erupted in protest and as the Arab Spring rocked the Middle East, President Bashar al-Assad gave an interview to the *Wall Street Journal*.

"We have more difficult circumstances than most of the Arab countries, but in spite of that Syria is stable. Why? Because you have to be very closely linked to the beliefs of the people. This is the core issue. When there is divergence between your policy and the people's beliefs and interests, you will have this vacuum that creates disturbance."

"Reform in politics is important, but it is not as important and urgent as the people waking every day and they want to eat, to have good health, to send their children to good schools. That is what they want. I want to feel safe in my own country. That is my goal."

START OF THE UPRISING

On March 30 — two weeks after the uprising began — Mr. Assad addressed the People's Assembly. He did not appear too worried, but warned that people were either for or against the government.

"The conspirators are few... We didn't understand what is happening until vandalism acts started."

"To bury sedition is a national, moral and religious duty, and everyone who can contribute to its burial and doesn't do so is part of it. Hence sedition is more severe than killing, as the Holy Koran says. Those who get involved in the sedition, whether intentionally or unintentionally, work for the killing of their homeland. Consequently, there is no place for those who stand in the middle. We, however, will not hesitate to defend our causes, interests and principles."

THE DEATH TOLL RISES

On April 17, Mr. Assad addressed his new government and appeared almost conciliatory. In the previous weeks, there had been more than 100 people killed in Daraa following mass protests. There were also killings in other cities, and demonstrations reached the outskirts of Damascus.

"The last three or four weeks were telling."

"The most dangerous thing is the existence of contradiction between the direction we are moving in and the direction the people are moving in. The outcome in that case will be zero, and the achievement will be moving backward. The important thing, as I said, is to stress these channels of communication because the lack of commu-

"We have decided to control events rather than letting events control us—we will lead rather than be led."

"It doesn't require much analysis, based on what we heard from others and witnessed in the media, to prove that there is indeed a conspiracy... Germs exist everywhere, on the skin and within the guts."

"The crisis might give us a bloody nose, might give us pain, might shake us, might throw us on the ground, but we should rise again stronger and more tenacious in order to carry out our life normally."

"For [outlaws], chaos is a golden opportunity that should be grasped in order to ensure that they remain free and persist in their illegal activities. You may be asking about the number of these outlaws and wanted individuals. The number is 64,000, more or less, and this equals, in military terms, almost five military divisions, almost a whole army. If a few thousands of those wanted to carry weapons and engage in sabotage, you can imagine what damage could be caused."

"The state is like a mother or father who embraces everyone and accommodates all her children; the state's relationship with them is based on tolerance and love, not on hatred and revenge. But this does not mean the abandonment of toughness when it comes to harming the public interest."

"The power of the state is derived from the power of the people, whose power is derived from their dignity, which in turn is derived from their freedom, which is again derived from the power of their state. So, let the people embrace the state and let the army, the security personnel, the police and the people work hand in hand to prevent sedition, protect the homeland and ensure its supremacy."

HUMAN RIGHTS ABUSES

In July, 500,000 protested in Hama on several occasions, provoking a crackdown by troops. Protests in Damascus were met by troops opening fire. The UN voiced concern over human rights violations, but in an Army Day speech Mr. Assad appeared uncompromising.

"Syria is used to creating victories and defeating the enemies of the nation. It knows how to do it, to add new victories and leave warmongers and blood merchants to taste the bitterness of defeat and disappointment."

NO CRACKDOWNS

In December, it was estimated that more than 5,000 people had been killed since unrest began. The Arab League joined the West in applying sanctions to Syria. In an interview with ABC journalist Barbara Walters on Dec. 7, Mr. Assad denied there had been crackdowns and attributed deaths to mistakes.

"Not everybody in the street was fighting for freedom. You have different components — you have extremists, religious extremists, you have outlaws, people who have been convicted in the courts."

"We don't kill our people... No government in the world kills its people, unless it's led by a crazy person. For me, as President, I became President because of the public support. It's impossible for anyone, in this state, to give order[s] to kill people."

"We have militants, ... killing soldiers and killing civilians. This morning, we lost nine civilians, killed in Homs, in the middle of Syria, and they are supporters. Most of the victims are government supporters."

NO COMPROMISE

With experts, analysts and some government officials contemplating military intervention, and with the death toll at more than 6,000, on Jan. 10 Mr. Assad spoke again at Damascus University, where he pledged to strike the "terrorists" hard.

"In cases of war or confrontation, states rearrange their priorities. Our utmost priority now ... is the restoration of the security we have enjoyed



The New York Times – International Herald Tribune (USA)

Diplomatic ruptures with Syria deepen

BEIRUT

Gulf states plan to close embassies as Turkey calls its nationals home

BY ANNE BARNARD AND ALAN COWELL

Syria's diplomatic isolation in the Arab world deepened on Friday as four more Gulf states were reported to be closing their embassies in Damascus while government forces pressed offensives in the north of the country and in areas around the capital.

Turkey, Syria's formerly friendly neighbor to the north, also signaled deepening antipathy toward the government of Bashar al-Assad, urging all Turkish nationals in Syria to return home as soon as possible and warning that it would soon close the consular section of its embassy in Damascus — a possible prelude to closing the embassy itself.

In addition, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey told reporters in Ankara that his government was considering the possibility of establishing a military buffer zone inside Syrian territory to help handle the flow of Syrian refugees coming into Turkey. Such a step, which Turkish officials had hinted at previously, would open the way to injecting Turkish soldiers into the Syrian conflict.

The developments came a day after crowds thronged Damascus, bringing it to a near-standstill for what the government billed as a "Global March for Syria" — marking a year of bloody and widening protests, which the authorities describe as a foreign-inspired conspiracy fueling senseless violence.

The Saudi press agency reported late Thursday that four members of the Saudi-dominated Gulf Cooperation Council — Kuwait, Oman, Qatar, and the United Arab Emirates — had joined Saudi Arabia and Bahrain in announcing the closure of their embassies in Damascus. The agency said the announcement was made by Abdullah al-Zayank, the council's secretary general.

The effort to isolate Damascus deepened a division pitting a diplomatic alliance of Western and Arab countries against the few remaining allies of President Assad, notably China, Iran and Russia. Several Western countries, including the United States, have closed their embassies in Damascus as their



Syrian refugees Friday on the border between Turkey and Syria protested against President Bashar al-Assad. Mr. Assad's forces pressed offensives in the north and around Damascus.

governments press. Mr. Assad to step aside as part of a settlement.

But Mikhail Bogdanov, the Russian deputy foreign minister, was quoted on Friday in news reports as saying efforts to challenge Mr. Assad's legitimacy were "counterproductive," and encouraged armed opponents, army defectors and other foes of his government to re-ject dialogue with him.

The state of diplomatic play figured on Friday in a confidential briefing to the U.N. Security Council by Kofi An-

nan, a former secretary general who had been appointed a special envoy to Syria by the United Nations and the Arab League.

Mr. Annan spoke to the council by video link from the U.N. offices in Geneva. The substance of his briefing was not disclosed, but Mr. Annan told reporters afterward that he was sending a technical team to Damascus on Sunday to discuss further talks with Syrian officials about the conflict, and he warned of "a serious impact for the entire region if

it's not handled properly."

Mr. Annan had held two rounds of talks with Mr. Assad in Damascus this past weekend, but left with no published progress toward a diplomatic settlement.

Since those talks, fighting has continued, with the authorities pressing a campaign in the north around the town of Idlib that has sent refugees across the border into Turkey. The Associated Press on Friday quoted anti-government activists as saying government

troops clashed with army defectors near Damascus.

The clashes in the suburbs of Qatana, Dumair and Tal came only weeks after loyalist troops began a major military operation to quash revolt in those neighborhoods, The A.P. said.

Anne Barnard reported from Beirut and Alan Cowell from London. Rick Gladstone contributed reporting from New York and Nick Cumming-Bruce contributed reporting from Geneva.

The Washington Post (USA)

Syrian forces clash with rebels near Damascus

BY BASSEM MROUE
AND JOHN HEILPRIN

BEIRUT — Syrian troops clashed with army defectors in several areas near the capital, Damascus, in the first significant battles there since President Bashar al-Assad's forces regained control of the suburbs weeks ago, activists said Friday.

The fighting came just hours before tens of thousands of people held protests in many Syrian towns and cities after Friday prayers, the activists said. The protests spread from the north in Aleppo, Syria's largest city, to the central regions of Hama and Homs and the southern province of Daraa.

The London-based Syrian Observatory for Human Rights and the Local Coordination Committees activist group said security forces opened fire at several demonstrations, killing one person in the northeastern city of Hasakah and wounding several people in Aleppo.

An amateur video posted online showed hundreds of people marching in the northern city of Raqqah shortly before coming under fire, forcing them to run for safety.

Syria's Foreign Ministry said in a letter sent to the heads of the United Nations and the U.N. Security Council on Friday that Damascus will continue its crackdown and at the same time cooperate with Kofi Annan, the envoy charged with trying to help end the violence in Syria.

Earlier, Russia, a strong ally of Syria, said it had encouraged the Syrian government to cooperate with Annan, and it urged the West to encourage the rebels to do the same.

In Geneva, meanwhile, Annan said that the conflict could have a "serious impact" in the region if not handled properly and that he plans to return to Syria. Annan met twice with Assad last weekend and made proposals to end the bloodshed.

The Security Council has been deeply divided over Syria. Moscow and Beijing have protected Assad's government from U.N. sanctions over its year-long crackdown, which has left more than 8,000 people dead, according to U.N. estimates.

Annan spoke after providing a confidential briefing by video link to the Security Council in New York. "I encouraged the council to speak with one voice as we try to

Dallas Morning News (USA)

Syrian rebels resume assault on regime

BEIRUT — Syrian rebels ignited a new front Friday outside the capital, Damascus, in the first significant fighting there since regime forces swept over the suburbs weeks ago. The clashes Thursday night and Friday in Tal, on the northern outskirts of the capital, as well as two other suburbs, highlight the shifting nature of Syria's conflict, with rebels lying in wait to rise up when the regime turns its guns elsewhere.

The return of violence to the Damascus suburbs raises questions about how long troops can control areas before they re-erupt. Though government forces have shown they can crush armed fighters, the regime has appeared unable to conduct major offensives in more than one place at once.

That points to the likelihood that the year-old conflict, which is estimated to have killed more than 8,000, could grind on as it slides closer to a civil war.

Diplomatic efforts have brought no result, but U.N. envoy Kofi Annan told the Security Council in a briefing Friday that he was determined to continue his mission and would return to Damascus. Talks between Annan and Syrian President Bashar Assad in Damascus last week saw no progress.

Syria's Foreign Ministry said in a letter sent to the U.N. Security Council on Friday that Damascus will continue its crackdown. But the ministry

UPDATE In the region

Thousands of protesters rallying Friday in Benghazi in eastern Libya to press for an autonomous region were attacked by armed men wielding rifles and knives, witnesses said. One person was killed, and six were injured, two critically.

Assailants also attacked an office of a local Libyan television station, Libya Al-Ahrar, to prevent it from covering and broadcasting the demonstration, protesters said. **Benghazi militia fighters**, who are responsible for security in the city, deployed forces and chased the attackers, witnesses said. The move to create an autonomous region in the oil-rich eastern Barqa state has created a strong backlash among opponents who fear it will eventually lead to the disintegration of the country.

The Associated Press

also said it will cooperate with Annan.

As the battles continue on

the ground, the country's diplomatic isolation has grown. Saudi Arabia, Kuwait and Bahrain said they will close their embassies in Syria, months after they withdrew their ambassadors from Damascus, the state-run Saudi Press Agency said. Turkey urged its citizens in Syria to return home Friday, saying some consular services will be halted in Damascus next week.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan also said his country is considering creating a buffer zone inside Syria to help protect people fleeing.

In a further attempt to cut off Assad's regime, Washington told the Iraqi government that Iran may be ferrying weapons to Syria with cargo flights over Iraq. The U.S. asked Baghdad to take steps to cut off its airspace to any such flights.

State Department spokeswoman Victoria Nuland said Iranian arms exports are banned by a U.N. Security Council resolution.

Bassem Mroue,

The Associated Press

ADVERTISEMENT

Relieve Knee Pain!

Irving - An updated free 16 page report by Dr. Schnee D.C. has recently been released. This report reveals research studies surgeons don't want you to know about, and why cold laser therapy has knee pain sufferers jumping for joy. Discover how the hottest weapon against knee pain is FDA cleared, has no documented side effects and has saved thousands from surgery.. If you suffer from knee pain, no matter how bad or even if you've had surgery, you need this free report. For your free copy of this updated report, call **1-866-415-7554** (toll-free 24 hour recorded message) or visit **www.kneepainreport.com** © aks

Joumblatt sur la Syrie : La vie des tyrans est courte !

Pour la 35e commémoration de l'assassinat de Kamal Joumblatt, le chef du PSP, Walid Joumblatt, pose l'emblème des révolutionnaires syriens sur la tombe de son père.

Le chef du PSP, Walid Joumblatt, a saisi hier l'occasion du 35e anniversaire de l'assassinat de son père, Kamal, pour faire un pas - décisif - de plus dans son divorce avec le régime syrien. Deux cérémonies se sont déroulées hier à cette occasion, la première, en matinée, à Moukhtara, devant le mausolée de Kamal Joumblatt, et une seconde, l'après-midi, à Baakline, qui commémorait aussi ses propres martyrs de la guerre.

Plusieurs délégations et personnalités ont pris part à la première cérémonie, qui a couronné une marche partie du palais de Moukhtara en direction du mausolée. Outre M. Joumblatt, son épouse Nora, et ses deux fils Taymour et Aslane, il y avait notamment le ministre de l'Économie et du Commerce Nicolas Nahas, représentant le Premier ministre, Nagib Mikati, les ministres Ghazi Anidi, Alaeddine Terro et Waad Bou Faour, les députés Bahia Hariri, Marwan Hamadé, Fouad Saad, Mohammad Hajjar, Elie Aoun, Akram Chehab, Henri Hélou et Antoine Saad, le vice-président du courant du Futur, Antoine Andraos, une délégation du Renouveau démocratique, conduite par son

vice-président Misbah Ahdab, et une autre de la Gauche démocratique sous l'égide de l'ancien député Elias Atrallah. L'Autorité palestinienne a elle aussi dépêché une délégation.

Après une cérémonie religieuse autour de la tombe, M. Joumblatt a déposé une rose rouge sur la sépulture puis deux autres sur celles des deux compagnons de Kamal Joumblatt morts avec lui, Fawzi Chedid et Hafez Ghossein.

« Ce jour de la 35e commémoration, c'est celui de la sincérité avec soi-même, du retour aux racines. Vive la Syrie libre », a lancé Walid Joumblatt, mettant ainsi fin, en quelques mots, à la phase du rapprochement avec le régime syrien, entamé en 2010. Puis il s'est penché une nouvelle fois pour déposer sur la tombe le drapeau des révolutionnaires syriens, dans un geste fortement symbolique destiné à faire savoir que cette fois-ci, le divorce avec Bachar el-Assad était définitif.

M. Joumblatt devait par ailleurs recevoir à cette occasion plusieurs appels téléphoniques, en particulier du chef du courant du Futur, Saad Hanini, et de la députée FL

Sethrida Geagea.

Hamadé accuse...

Plus tard dans la journée, plusieurs des personnalités présentes en matinée à Moukhtara se sont retrouvées à Baakline autour de MM. Joumblatt et Hamadé pour une autre cérémonie à la mémoire des martyrs de cette bourgade.

Prénant la parole, le chef du PSP a dit : « Quel que soit le niveau de dureté du débat politique, nous devons continuer à croire au dialogue démocratique. » Saluant « les martyrs de Baakline et de la Montagne », et « ceux de la révolution arabe syrienne », il a lancé : « Le peuple syrien restera et la vie des tyrans est courte. »

Et dans une allusion aux intempéries à l'extérieur, il a ajouté : « La commémoration des martyrs de Baakline coïncide avec celle de Kamal Joumblatt. Voilà pour quoi la nature se met en colère, mais la plate de la Montagne, nous l'avons refermée en 2001 avec le patriarche maronite Nasrallah Sfeir. »

De son côté, M. Hamadé a dit : « Nous célébrons la mémoire de nos martyrs et d'abord de Kamal Joumblatt, qui avait refusé la grande prison (arabe)

et qui est tombé sous les balles du régime syrien baineux. »

« La chute (de ce régime) est une certitude, même si elle est ajournée. Si nos martyrs pouvaient parler, ils auraient lancé avec Walid bey le cri de l'unité entre vous et de la paix civile, et celui de l'attachement à la direction (joumblattiste) », a-t-il

ajouté, avant d'évoquer la question des druzes de Syrie. »

Ces derniers « font face aujourd'hui à une tentative visant à les séparer de leur environnement arabe et de dissocier notre histoire du printemps arabe. On cherche à les rattacher aux "chabbiba" du régime assadiste en voie de disparition ».

Réunion de concertations Kataëb-PSP à Saïfi

De hauts responsables du parti Kataëb et du Parti socialiste progressiste ont tenu hier à Saïfi une réunion de concertations en présence notamment du secrétaire général du parti Kataëb, Michel Khoury, et du secrétaire général du PSP, Zafer Nasser. Le député Samy Gemayel et plusieurs membres du bureau politique ont pris part à la réunion.

Selon un communiqué du parti Kataëb, cette réunion s'inscrit dans le sillage d'une série de rencontres qui ont déjà eu lieu entre les deux partis. « La réunion a permis de développer les liens bilatéraux et de renforcer la coordination en

vue de faire face à différentes échéances nationales, indique le communiqué. Les deux partis ont souligné, dans un communiqué conjoint, qu'ils placent les moyens des Kataëb et du PSP au service de tout ce qui pourrait consolider la scène interne. »

Les deux partis ont par ailleurs souligné leur détermination à « poursuivre le programme de réconciliation de la Montagne » (initiée sous l'impulsion du patriarche Nasrallah Sfeir et de M. Walid Joumblatt) et à « relancer le processus politique qui a connu une certaine stagnation du fait des différends internes et des re-tombées de la crise syrienne ».

Annan juge la réponse d'Assad « décevante » et appelle l'ONU à l'unité sur la Syrie

Révolte L'équipe technique de l'envoyé spécial attendue dimanche à Damas.

GENÈVE, Catherine FIANKAN-BOKONGA
avec agences.

De retour de son voyage où il a non seulement rencontré le président Assad et le ministre des Affaires étrangères syrien, mais également des chefs de l'opposition, des personnalités religieuses, des membres de la société civile, des opérateurs économiques, Kofi Annan s'est entretenu, à partir de Genève, avec le Conseil de sécurité. À la sortie de sa vidéoconférence avec New York, l'ex-secrétaire général des Nations unies a fait le point avec la presse accréditée au Palais des Nations unies, à Genève.

M. Annan a qualifié de « décevantes jusqu'ici » les réponses syriennes à ses propositions de médiation et a appelé le Conseil de sécurité à l'unité pour faire pression sur Damas. Il a en outre indiqué qu'il « continuerait de discuter malgré des réponses décevantes jusqu'ici » et que ses « propositions en six points » resteraient sur la table.

L'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe s'est par ailleurs déclaré « encouragé par le ferme soutien et la volonté des membres du Conseil de sécurité de travailler ensemble, malgré les divergences ». En effet, les 15 membres du Conseil ont jusqu'ici échoué à se mettre d'accord sur une résolution sur la Syrie, en raison notamment de l'opposition de Moscou et de Pékin, fidèles alliés de Ba-

mas. Mais il semblait que des rencontres aient eu lieu à Genève entre Kofi Annan et les ambassadeurs de Chine et de Russie, d'où la petite phrase : « J'espère entendre bientôt le Conseil de sécurité parler d'une seule voix ».

Parallèlement, M. Annan ne peut pas espérer car il affirme que « les discussions vont continuer avec les autorités syriennes ». Une mission va se rendre dimanche à Damas et, selon ses résultats, il se rendra à nouveau dans la région. Comme pour justifier sa patience, il a ajouté qu'il faisait de son mieux pour rechercher une solution pacifique. L'ancien secrétaire général de l'ONU s'est senti obligé de rappeler que sa priorité est de stopper les violences et les meurtres, d'obtenir un accès d'urgence pour l'aide humanitaire et de lancer un processus politique vers une Syrie démocratique. Effectivement, Genève, capitale de l'humanité et des droits de l'homme, bouillonne de ne pouvoir intervenir convenablement. Le Conseil des droits de l'homme a accepté un projet de résolution, proposé par l'Union européenne, pour sanctionner les droits de l'homme en Syrie.

Une possible escalade régionale...

Kofi Annan a souhaité amiter l'attention de la presse sur la crise syrienne en expliquant qu'elle devait être traitée « de manière très prudente ». D'après lui, la région a déjà souffert de beau-

coup d'événements dramatiques et « tout mauvais calcul pourrait provoquer une escalade majeure avec un impact régional qui serait très difficile à gérer », a-t-il averti. Il a affirmé qu'on ne peut pas comparer la situation en Syrie avec celle de la Libye car elle « est beaucoup plus complexe ». C'est la raison pour laquelle tout le monde se comporte de manière très prudente », a-t-il expliqué.

L'envoyé spécial a insisté sur sa volonté de donner le temps au temps car « c'est très important dans ce genre de discussions ». Aussi longtemps que vous voyez que les discussions et les échanges sont significatifs, il faut continuer », a-t-il martelé avec

conviction. « Si, par contre, c'est une perte de temps ou qu'une des parties veut gagner du temps, j'en mesurerai les conséquences et je prendrai les actions appropriées », a menacé l'ancien secrétaire général des Nations unies.

L'agence officielle SANA a réagi en saluant l'envoi d'une mission à Damas proposée par Kofi Annan en vue d'instituer un mécanisme de surveillance pour faire cesser les violences. « Le ministre syrien des Affaires étrangères se félicite de la visite de l'équipe technique formée par l'ambassadeur Kofi Annan pour discuter des questions liées à sa mission en Syrie », a ainsi affirmé SANA.

Interrogé sur la question, le

porte-parole de Kofi Annan, Ahmad Fawzi, a déclaré qu'il « pouvait confirmer que l'une des suggestions parmi les propositions est un mécanisme pour l'envoi d'observateurs ».

L'isolement du régime baassiste s'est accentué avec l'annonce de la fermeture prochaine des ambassades du Qatar, du Koweït, des Émirats arabes unis et du Sultanat d'Oman, quatre États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette décision traduit le rictus « du massacre et du supplice ininterrompus indignés par le régime au peuple syrien désemparé, son insistance à utiliser l'option militaire et à ignorer tous les efforts destinés à mettre fin

à la situation tragique vécue par nos frères syriens », a déclaré le secrétaire général du CCG, Abdoulatif al-Zayani, dans un communiqué.

Côté russe, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué que Moscou utilisait ses contacts avec le régime de Bachar el-Assad pour faire en sorte que Damas coopère pleinement avec Kofi Annan. En déclarant que le régime de Bachar el-Assad est illégitime, les dirigeants occidentaux et arabes vont à l'encontre de la recherche d'une solution pacifique en Syrie, a néanmoins estimé l'ambassadeur russe au Proche-Orient.

Paris critique la « hiérarchie chrétienne » qui continue à « lier son sort » à Assad

Parallèlement, la France a « insisté » auprès d'un émissaire chinois sur « l'urgence d'une action du Conseil de sécurité en vue de mettre fin à la répression insoutenable » et a demandé à Pékin de faire pression sur Damas, a indiqué le ministre des Affaires étrangères. Concernant le Conseil de sécurité, M. Juppé considère qu'une résolution faisant seulement référence à un cessez-le-feu et à l'aspect humanitaire, sans aborder le volet politique, constituerait une « ligne rouge » à ne pas franchir. « Je reconnais qu'il y a un vrai dilemme. Peut-on bloquer une résolution qui ne serait qu'une

résolution humanitaire sans aucune dimension politique ou risque de laisser se poursuivre les massacres ? Ou faut-il accepter ce compromis peu glorieux au risque de pérenniser le régime ? C'est extrêmement difficile », a-t-il lancé.

« Naturellement c'est un cadavre ». Ce régime est devenu fou », a également estimé M. Juppé, continuant toutefois à exclure que nous nous lancions dans une telle opération sans un mandat des Nations unies, et les conditions pour un tel mandat ne sont pas rassemblées. »

les Occidentaux avaient mesuré la ferocité du régime (syrien), et de la personnalité même d'Assad », a par ailleurs appelé l'opposition syrienne à cesser de se « déchirer ». « Il y a des opposants dont l'attitude affaiblit gravement l'opposition tant qu'ils continueront à se déchirer et à s'opposer les uns aux autres, l'intérieur et l'extérieur », a déclaré M. Juppé, ajoutant que « nous faisons tout pour essayer de les rassembler autour du Conseil national syrien, et les convaincre d'être plus inclusifs, d'accueillir des allocations, des chrétiens. Ils n'y parviennent pas assez ».

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'est dit « navré de voir que la hiérarchie chrétienne, catholique ou orthodoxe, continue à lier son sort à Bachar el-Assad », affirmant dans une interview au journal Le Monde publiée hier que « nous comprenons les craintes des chrétiens, mais leur avenir sera meilleur dans une Syrie démocratique ». L'armée syrienne « n'intervient que dans les cas où il faut intervenir » et l'Église peut encore jouer un rôle de pacification, avait jugé pour sa part à Rome le patriarche syrien Grégoire III Laham, la veille. M. Juppé, qui a admis que

Turkey buffer zone may be game changer for Syria

Ankara could seek international backing for sending Turkish troops into Syrian territory

By Peter Apps
Reuters

LONDON: Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's suggested humanitarian "buffer zone" for refugees in Syria could prove a turning point in the conflict, opening the door to foreign intervention in the year-old uprising.

Turkey has been wary of raising the prospect of military action, but with the body count rising and growing numbers of refugees crossing its borders - some 15,000 so far, including 1,000 in the space of 24 hours Thursday - it is seen being pushed over the edge. Memories of 500,000 flooding onto Turkish territory from Iraq during the 1991 Gulf War are still vivid.

While there has been widespread speculation on Arab states - particularly Qatar, United Arab Emirates and Saudi Arabia - arming the opposition, actually sending Turkish troops into Syrian territory would be a major step. Ankara would seek case-by-case international backing for any such move.

Forces loyal to President Bashar Assad might voluntarily withdraw rather than face the Turkish military, but it is possible that at the very least some might remain behind to attack what could be seen as a foreign invasion force.

"If implemented, it may be a game changer," says Anthony Skinner, Middle East analyst at U.K.-based political risk consultancy M&Pecroft. "Protecting such a zone ... requires the deployment of Turkish ground forces and this will be very significant in terms of the overall security dynamic and clearly benefit the opposition."

While the stated intention of any troop deployment would be to protect refugees and allow delivery of humanitarian aid, the fledgling Free Syrian Army would almost certainly use such



A growing number of Syrian refugees are flooding into Turkish territory, where they continue to protest against Assad.

ated air defenses would make operating drones much more difficult, while targets much further from the coast would be harder to hit.

Perhaps even more crucially, a repeat of the crippling sanctions and NATO blockade that starved Gadhafi of oil export income and vital fuel imports is rendered almost impossible by Russian and Chinese opposition.

For now, opposition forces also appear much weaker than those of the early Libyan campaign where they captured much of eastern Libya relatively easily and simply required NATO air support to hold government forces back.

One potential scenario for Syria, experts say, would be a rough repeat of the "safe areas" set up in the northern Iraqi region of Kurdistan in the aftermath of the 1991 Gulf War. A handful of ground troops and air power - together with regular Turkish forces - were able to maintain it as an independent enclave.

"Even if established, a buffer zone wouldn't immediately change the wider balance of power," said Barnes-Dacey at the European Council on Foreign Relations. "While being a significant loss to Assad and a potential area for the opposition to mobilize, it wouldn't threaten his hold or continued use of violence across the country at large."

With its own Kurdish minority also demanding and occasionally fighting for self-rule, Turkey has more to lose than most countries if Syria's unraveling produces a wider chaos and regional redrawing of borders. It will also worry that any weapons supplied to Kurdish groups within Syria could eventually end up being used against the Turkish state.

But the greatest impact any outside military intervention could have would be within the Syrian ruling elite itself. Already, there is growing talk of military defections including a number of senior officers fleeing to Turkey. If foreign action strengthens the narrative that Assad's time is running out, that could intensify.

"If Turkey is drawn more directly into the conflict, then Bashar Assad has reason to be concerned about his neck," said M&Pecroft's Skinner.

Arab world

Turkey's Erdogan said the April 2 "Friends in Syria" meeting of interested Western and Middle Eastern states would come up with a "very different result" to this month's Tunisian meeting, widely seen as achieving little.

While the Libya campaign itself was no easy task, military strategists say any kind of campaign in Syria would be much more complex. Not only is the country itself and its population considerably larger, but its military is much more sophisticated than that of Mouammar Gadhafi. Sophisti-

al participation it remains very unlikely," said Julien Barnes-Dacey, a Middle East specialist at the European Council on Foreign Relations. "There is a definite risk that Assad could resist the move militarily, trying to make it too costly an exercise for the Turks and others to pursue."

Nevertheless, the lesson from last year's Libya war would seem to be that appetite for foreign intervention can ramp up surprisingly fast. On Friday, Tunisia said it had no objection to the idea of a buffer zone, perhaps a sign of growing support for the idea in the

port from other NATO members. At the very least, U.S. forces based in Turkey might well be drawn into providing logistics and intelligence support.

A true United Nations mandate for such action appears almost impossible, with Russia and China likely to block any such resolution. With Russia already providing arms and fuel to long-term ally Assad, Turkey could also find itself drawn into increasing confrontation particularly with Moscow.

Ankara has been talking about intervention for quite some time, but unless it can secure wider international

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

SYRIAN ACTIVISTS REPORT CLASHES NEAR DAMASCUS

Syrian troops clashed with army defectors in several areas near the capital, Damascus, in the first significant battles there since President Bashar al-Assad's forces regained control of the suburbs weeks ago, activists said on Friday.

The fighting came just hours before tens of thousands of people held protests in many Syrian towns and cities after Friday prayers, the activists said. The protests spread from the northern city of Aleppo, Syria's largest, to the central regions of Hama and Homs, southern province of Daraa.

The clashes in Damascus suburbs highlight the shifting nature of the Syrian conflict, with opposition fighters igniting new fronts soon after the regime turns its attention elsewhere.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said the clash in Tal, on the outskirts of the capital, lasted until the early hours of Friday. The Observatory and the Local Coordination Committees said there were also clashes

in other areas near Damascus, including Dumair and Qatana on Thursday night. Both groups also reported clashes between troops and army defectors known as the Free Syrian Army in the eastern oil-rich province of Deir el-Zour that borders Iraq. They said one person was killed.

In early February, Assad's troops launched a major military campaign during which regime forces put the suburbs surrounding capital under government control. The attack on the Damascus countryside was followed by a regime offensive to expel opposition forces from the Baba Amr district of Homs and Idlib in northern Syria.

Assad's year-old crackdown on the uprising has killed more than 8,000 people, the UN says. Syria-based activist Mustafa Osso said there were casualties in the Damascus suburbs clashes but he didn't have the exact figures. "Every time the regime controls a specific area we witness clashes in new regions," Osso said. "It seems

that this is the strategy of the Free Syrian Army." The Syrian uprising began in March last year with mostly peaceful protests in a number of the country's impoverished provinces. As security forces violently suppressed the protests, the uprising escalated into an armed insurrection.

On Thursday, tanks and snipers besieged opposition areas, including the southern city of Daraa where the uprising began last March, touched off by the arrest of a group of youths who scrawled anti-regime graffiti on a wall. Western and Arab countries have struggled to stop the bloodshed by calling on Assad to step down and imposing sanctions. Many in the opposition say only military aid can stop the killing and bring Assad down, but no countries are openly arming the opposition.

France on Thursday rejected weapons requests by the Syrian opposition forces, saying that arming the Syrian opposition could lead to a catastrophic civil war. **Updated** Today's Zaman with wires

Annan sending team to discuss monitors

Kofi Annan, joint special envoy on Syria for the United Nations and Arab League, is sending a team to Damascus early next week to discuss a proposal to deploy international monitors there, his spokesman said on Friday. "I can confirm that one of the suggestions in the proposals is a mechanism for monitors," Ahmad Fawzi told Reuters in Geneva, commenting on a Syrian Foreign Ministry statement carried on the official news agency SANA. "He is sending a team - a technical mission - to Damascus early next week to discuss details of this mechanism and how to implement other elements of the proposals," Fawzi said. Annan was due to brief the Security Council from Geneva at 1:400 GMT later on Friday. **Geneva** Reuters



A Muslim protester holds a placard reading "Save Syria" as he marches to the Syrian embassy during a protest against Syrian government in Kuala Lumpur, Malaysia, on Friday. (AP)



A Muslim protester holds a placard reading "Save Syria" as he marches to the Syrian embassy during a protest against Syrian government in Kuala Lumpur, Malaysia, on Friday. (AP)

Annan urges UN to break Syria deadlock

● Assad must end violence first: France ● Protesters seek military intervention ● Turkey tells citizens to leave

UNITED NATIONS/ DAMASCUS: The UN-Arab League envoy on the Syrian crisis, Kofi Annan, urged the Security Council to overcome its deadlock and unify in support of his efforts to end the violence that has brought Syria to the brink of civil war. UN diplomats said yesterday.

Addressing a closed-door meeting of the 15-nation council via video link, Annan said the stronger their message is in support of his efforts to negotiate a cease-fire, the better his chances will be of altering the dynamics of the conflict, council diplomats told Reuters on condition of anonymity.

Meanwhile, France insisted yesterday that any United Nations Security

Council resolution on Syria must go beyond calling for a truce and push for a political transition, with President Bashar Assad taking unilateral steps to stop the violence.

Foreign Minister Alain Juppe said in an interview in Le Monde newspaper these were "red lines" for France and he saw "a slight evolution" in the position of Russia, the most outspoken opponent of demands for regime change in Syria.

"I have two red lines. I cannot accept that we put the oppressors and victims in the same boat. The regime must initiate the cessation of hostilities," Juppe told Le Monde.

"The second red line: we cannot be

satisfied with just a humanitarian and cease-fire resolution. There must be a reference to a political settlement based on the Arab League proposal."

In Syria, thousands of anti-regime protesters called yesterday for foreign military intervention to bring down a Syrian government whose brutal crackdown on dissent monitors say has cost more than 9,100 lives.

The protests after Friday prayers were called by activists on their Facebook page, Syrian Revolution 2011, to demand "immediate military intervention by the Arabs and Muslims, followed by the rest of the world." "The people want military

intervention, the Free Syrian Army to be armed, and the fall of the regime," several thousand demonstrators chanted in Aleppo in northern Syria, an activist at the scene told AFP in Beirut by telephone.

Thousands of others took part in protests in the flash point provinces of Homs and across Daraa as well as several districts of Damascus and the region, said Rami Abdel Rahman of the Syrian Observatory for Human Rights. Syrian troops clashed with army defectors in several areas near the capital Damascus, activists said yesterday.

The fighting came just hours before

Also yesterday, Turkey urged its citizens in Syria to return home, saying some consular services will be halted in Damascus next week. The Foreign Ministry said in a statement that developments in Syria have brought about serious security risks for Turkish citizens and they are "strongly urged to come home."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said yesterday his government was mulling pulling the Turkish ambassador out of Syria.

"We are considering all options including the withdrawal of the ambassador from Syria," Erdogan told reporters. European Union foreign ministers

will mull plans next week for the bloc's 27 governments to pull all their ambassadors out of Syria. A Brussels meeting next Thursday and Friday will, for the first time, include Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu — who cancelled a planned trip last month — and will focus on "possible closures of the EU embassies in Syria," two senior EU sources confirmed to AFP.

An EU official said that Europe is considering a coordinated withdrawal of all diplomatic contacts with Damascus ahead of a new push at the United Nations for action against President Bashar Assad's regime.

FROM AGENCIES

The Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

All GCC states shut Damascus embassies

JEDDAH – Four more members of the Gulf Cooperation Council (GCC) have decided to close their embassies in Syria over its violent crackdown on mass protests against President Bashar Al-Assad.

United Arab Emirates, Oman, Kuwait and Qatar follow in the footsteps of Bahrain and Saudi Arabia, the other two members of the six-nation grouping, which announced they were closing their embassies in Syria earlier in the week.

GCC Secretary General Abdulatif Al-Zayani said in a statement that the move demonstrated a rejection of “the Syrian regime’s continuing killing and tormenting of the unarmed Syrian people, its insistence on the military option and ignoring all efforts for a way out of the tragic situation lived by the brotherly Syrian people”.

Zayani called on the international community to “take firm and quick measures to stop the killings, torture and blatant violation of the dignity of the Syrian people and their legitimate rights.”

Meanwhile, Turkey Friday “strongly” urged thousands of Turkish nationals to leave Syria and said it was considering withdrawing its ambassador from the violence-wracked country.

“Developments in Syria pose serious security risks for our nationals,” the foreign ministry said in a statement. “Therefore it is strongly recommended that Turkish nation-

als currently in Syria leave and return home.”

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said his government was mulling calling home the Turkish ambassador.

“We are considering all options including the withdrawal of the ambassador from Syria,” Erdogan told reporters.

The foreign ministry said it would be halting consular services by its Damascus embassy as of next Thursday, adding that its consulate in the northern city of Aleppo, Syria’s second largest, would remain open for the time being.


But a joint action to remove all ambassadors from Syria is not on the European Union’s agenda for the moment.

“The issue of diplomatic representation in the country is of course under constant review by the member states, but there is no common line at this time,” DPA quoted a spokesman for the bloc’s foreign policy chief Catherine Ashton as saying Friday.

He was reacting to earlier press reports suggesting that Ashton would propose a collective withdrawal of ambassadors at a meeting next week of EU foreign ministers.

Such suggestions are “totally wrong,” he insisted.

Some EU countries, including Britain, France, Germany, Italy, Spain and the Netherlands, have closed their embassies. – Agencies

FATWA 

Cleric urges Muslims to kill Al Assad

Egypt's prominent Muslim cleric Safwat Hejazi has said the killing of Syrian President Bashar Al Assad is a duty for every Muslim.

"He who has the chance to kill Al Assad and does not do this is a sinner," Hejazi told a rally held in Cairo in support of a popular revolt against Al Assad's rule.

"Hadn't I been a known face, I would have gone myself and killed him," added Hejazi, who had a high profile during an uprising that forced long-serving Egyptian president Hosni Mubarak to step down last year.

Hejazi added that his anti-Al Assad fatwa (a religious edict) has been echoed by many Muslim clerics. A large number of Syrians have fled to Egypt since Al Assad's government started a ruthless crackdown on the revolt that erupted in March last year.

Last month, Egypt recalled its ambassador from Damascus, prompting the latter to withdraw its envoy in protest.

— Ramadan Al Sherbini

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Buffer zone a game changer?

Turkish talk of 'safe haven' can open door to foreign intervention in year-long Syria uprising

LONDON — Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan's suggested humanitarian "buffer zone" for refugees in Syria could prove a turning point in the conflict, opening the door to foreign intervention in the year-old uprising.

Turkey has been wary of raising the prospect of military action, but with the body count rising and growing numbers of refugees crossing its borders — some 15,000 so far, including 1,000 in the space of 24 hours on Thursday — it is seen being pushed ever closer. Memories of 500,000 flooding onto Turkish territory from Iraq during the 1991 Gulf War are still vivid.

While there has been widespread speculation on Arab states arming the opposition, actually sending Turkish troops into Syrian territory would be a major step. Ankara would seek east-iron international backing for any such move.

Forces loyal to President Bashar Al Assad might voluntarily withdraw rather than face the Turkish military, but it is possible that at the very least some might remain behind to attack what could be seen as a foreign invasion force.

"If implemented, it may be a game changer," says Anthony Skinner, Middle East analyst at UK-based political risk consultancy Maplecroft. "Protecting such a zone... requires the deployment of Turkish ground forces and this will be very significant in terms of the overall security dynamic and clearly benefit the opposition."

While the stated intention of any troop deployment would be to protect refugees and allow delivery of humanitarian aid, the fledgling Free Syrian Army would almost certainly use such an area as its own safe haven. Turkish-controlled territory could become an area in which they could arm, train and potentially coordinate attacks on government forces elsewhere in Syria.

So far, the opposition has had little success seizing territory and has struggled in the face of the government's overwhelming firepower — used to devastating effect particularly in the siege of parts of Homs.

Other international forces drawn in?

With Western powers including the United States reluctantly examining their own intervention plans for Syria, any Turkish operation might find support from other Nato members. At the very least, US forces based in Turkey might well be drawn into providing logistics and intelligence support.

A true United Nations mandate for such action appears almost impossible, with Russia and China likely to block any such resolution. With Russia already providing arms and fuel to long-term ally Assad, Turkey could also find itself drawn into increasing confrontation particularly with Moscow.

"Ankara has been talking about intervention for quite some time, but unless it can secure wider international participation it remains very unlikely," said Julien Barnes-Dacey, a Middle East specialist at the European Council on Foreign Relations. "There is a definite risk that Assad could resist the move militarily, trying to make it too costly an exercise for the Turks and others to pursue."

Nevertheless, the lesson from last year's Libya war would seem to be that appetite for foreign intervention can ramp up surprisingly fast. On Friday, Tunisia said it had no objection to the idea of a buffer zone, perhaps a sign of growing support for the idea in the Arab world. Turkey's Professor said the



Protesters from the 100,000 Syrian refugees cry about their daily lives